

- ☐ BENIN
- ☐ BURKINA FASO
- ☐ CENTRAFRIQUE
- ☐ COMORES
- ☐ CONGO
- ☐ COTE D'IVOIRE
- ☐ FRANCE
- ☐ GABON
- ☐ CAMEROUN
- ☐ SIEGE



- ☐ GUINEE BISSAU
- ☐ GUINEE EQUATORIALE
- ☐ MADAGASCAR
- ☒ MALI
- ☐ MAURITANIE
- ☐ NIGER
- ☐ SENEGAL
- ☐ TCHAD
- ☐ TOGO

## DOSSIER D'APPEL D'OFFRES OUVERT / NATIONAL

**ASECNA/DGAN/ML/0101/2026**

(Prière mentionner cette référence dans toute correspondance avec l'ASECNA)

### REALISATION D'UNE CENTRALE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE AU SIEGE DE LA DELEGATION A BAMAKO

**Financement : AUTOFINANCEMENT**

**Financement :**  
**AUTOFINANCEMENT**  
**(Délégation ASECNA Mali)**

**Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne  
en Afrique et à Madagascar (ASECNA)**

**DELEGATION ASECNA / MALI**

Route de l'aéroport intl. PMK-Sénou, B.P.: E 1126, BAMAKO  
Téléphone : (+223) 20 28 38 23 – Télécopie : (+223) 20 28 38 24

**Janvier  
2026**

# SOMMAIRE

<b><u>PARTIE I : PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES</u></b> .....	<b>5</b>
Section 0 : Avis d'Appel d'Offres.....	7
Section I : Instruction aux Soumissionnaires .....	10
Section II : Données particulières de l'appel d'offres.....	36
Section III : Critères d'évaluation et de qualification .....	44
Section IV : Formulaires de soumission .....	48
<b><u>PARTIE II : SPECIFICATIONS DES PRESTATIONS</u></b> .....	<b>76</b>
Section V : Cahier des Clauses Techniques .....	78
Section VI : Cahier des Clauses Administratives Générales.....	95
<b><u>PARTIE III : MARCHE</u></b> .....	<b>96</b>
Section VII : Cahier des Clauses Administratives Particulières .....	98
Section VIII : Formulaires de marchés.....	111

# SOMMAIRE

## **PREMIÈRE PARTIE : Procédures d'appel d'offres**

### **Section 0. Avis d'appel d'offres**

### **Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS)**

Cette Section fournit aux potentiels soumissionnaires les informations utiles pour préparer leurs soumissions. Elle comporte aussi des renseignements sur la soumission, l'ouverture des plis et l'évaluation des offres, et sur l'attribution des marchés. **Les dispositions figurant dans cette Section I ne doivent pas être modifiées.**

### **Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)**

Cette Section énonce les dispositions propres à chaque passation de marché, qui complètent, précisent ou modifient les informations ou conditions figurant à la Section I, Instructions aux Soumissionnaires.

### **Section III. Critères d'évaluation et de qualification**

Cette Section indique les critères à utiliser pour déterminer l'offre évaluée la plus avantageuse économiquement et pour établir si le Soumissionnaire possède les qualifications nécessaires pour exécuter le Marché.

### **Section IV. Formulaires de soumission**

Cette Section contient les modèles des formulaires à soumettre avec l'offre.

## **DEUXIÈME PARTIE : Spécification des prestations**

### **Section V. Cahier des Clauses Techniques**

Cette Section définit les spécifications techniques des prestations en fonction des caractéristiques et/ou des critères de performance requis. Elle modifie, précise ou complète les spécifications Générales applicables aux marchés d'Equipements.

## **TROISIÈME PARTIE : Marché**

### **Section VI. Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés d'Equipements (CCAG-E)**

Cette Section contient les dispositions générales applicables à tous les marchés d'Equipements. **La formulation des clauses de la présente Section ne doit pas être modifiée.**

## **Section VII. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

Cette Section énonce les clauses propres à chaque marché d'équipements et modifie, précise ou complète la Section VI, Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés d'Equipements (CCAG-E).

## **Section VIII. Formulaire du Marché**

Cette Section contient le modèle d'Acte d'Engagement, qui, une fois rempli, incorpore toutes corrections ou modifications apportées à l'offre acceptée en rapport avec les modifications permises par les Instructions aux Soumissionnaires, le Cahier des Clauses Administrative Générales applicables aux marchés d'Equipements (CCAG-E) et le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Les formulaires de **garantie de bonne exécution et de garantie de couverture d'avance de démarrage**, le cas échéant, seront remplis uniquement par le Soumissionnaire retenu après l'attribution du Marché.

## **PARTIE I : PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES**

**Section 0.**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES**

## Section 0 : Avis d'Appel d'Offres

### DELEGATION DE L'ASECNA AU MALI

---

**Date: 23 Janvier 2026**

**AOON N°: ASECNA/DGAN/ML/0101/2026**

1. La Délégation de l'ASECNA au Mali a prévu, dans son budget d'investissement 2026, la **réalisation d'une centrale solaire photovoltaïque au niveau du siège de la Délégation de l'ASECNA au Mali**. Il est prévu qu'une partie du budget voté pour la mise en œuvre de ce projet soit utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du Marché passé à cet effet.
2. L'ASECNA invite, par le présent Avis d'Appel d'Offres, les soumissionnaires intéressés à présenter leurs offres, sous pli fermé, relatives au projet susvisé.
3. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les Dossiers d'Appel d'Offres au niveau des services de Maintenance de la Délégation de l'ASECNA au Mali, **BP : E1126, route de l'Aéroport International Président Modibo KEITA Sénou Tél : (+223) 20 28 38 23, Fax : (+223) 20 28 38 24.**
4. Le Dossier d'Appel d'Offres pourra être acheté par les candidats à la Paierie de la Délégation de l'ASECNA, BP : E1126, route de l'Aéroport International Président Modibo KEITA-Sénou, moyennant le paiement obligatoire, en espèces, d'une somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) FCFA** à partir du **26 janvier 2026** contre délivrance d'une quittance. Le Dossier d'Appel d'Offres sera remis sur **clé USB neuve** que le soumissionnaire ou son représentant désigné doit apporter. **Aucune clé déjà utilisée ne sera acceptée.**
5. Une visite du site en groupe ne sera pas organisée par l'ASECNA. Toutefois, les soumissionnaires sont tenus de visiter et d'inspecter les sites de livraison et d'installation des équipements et leurs environs et d'obtenir par eux-mêmes, et sous leur propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et la signature d'un marché pour l'exécution des prestations. Les coûts liés à cette visite sont à la charge des soumissionnaires. Le point focal pour cette visite de site est le Chargé de Maintenance de la Délégation de l'ASECNA au Mali.
6. La Règlementation des Marchés de Toute Nature passés par l'ASECNA, les clauses des Instructions aux Soumissionnaires et celles du Cahier des Clauses Administratives Générales sont les clauses du Dossier Type d'Appel d'Offres pour la Passation des Marchés d'Équipements, publié par l'ASECNA.
7. Toutes les offres doivent être déposées au secrétariat du Délégué de l'ASECNA, au niveau du Siège de la Délégation de l'ASECNA sis route de l'Aéroport International Président Modibo KEITA-Sénou, BP : E1126, Tél : (+223) 20 28 38 23, Fax : (+223) 20 28 38 24, au plus tard le

**lundi 02 mars 2026 à 10 heures**, heure locale (T.U.) sous plis scellés, et être accompagnées d'une garantie d'offre ou de **soumission** d'un montant **au moins égal à 2% du montant de l'offre**.

8. Les offres demeureront valides pour une durée de 180 jours à partir de la date d'ouverture des plis fixée au **02 mars 2026**.
9. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, le **lundi 02 mars 2026 à 10 H 00, heure locale (T.U.)**, dans la salle de réunion de la Délégation sise à l'adresse indiquée ci-dessus.

***Bamako, le 23 janvier 2026***

**Le Délégué du Directeur Général**



**Section I :**

**INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES**

## Section I : Instruction aux Soumissionnaires

### Table des matières

<b>A.</b>	<b>Réglementation applicable .....</b>	<b>12</b>
<b>B.</b>	<b>Généralités .....</b>	<b>12</b>
1.	Objet du marché.....	12
2.	Origine des fonds.....	12
3.	Fraude et corruption.....	13
4.	Candidats admis à concourir.....	14
5.	Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine .....	16
<b>C.</b>	<b>Dossier D'Appel D'Offres .....</b>	<b>16</b>
6.	Contenu du Dossier d'Appel d'Offres .....	16
7.	Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres, visite du site et réunions préparatoires.....	17
8.	Modifications apportées au Dossier d'Appel d'Offres .....	18
<b>D.</b>	<b>Préparation des offres.....</b>	<b>18</b>
9.	Frais de soumission .....	18
10.	Langue de l'offre .....	18
11.	Documents constitutifs de l'offre .....	18
12.	Formulaire d'offre et bordereau de prix .....	19
13.	Variantes .....	19
14.	Documents attestant que les fournitures et services connexes répondent aux critères d'origine 20	
15.	Documents établissant la qualification des soumissionnaires .....	20
16.	Documents établissant la conformité des équipements et services .....	20
17.	Prix de l'offre et rabais .....	20
18.	Monnaie de l'offre et de règlement .....	23
19.	Période de validité des offres.....	23
20.	Garantie d'offre ou de soumission.....	23
21.	Forme et signature de l'offre .....	25
<b>E.</b>	<b>Remise des offres et ouverture des plis .....</b>	<b>25</b>
22.	Cachetage et marquage des offres .....	25
23.	Date et heure limite de remise des offres.....	26
24.	Offres hors délai .....	26
25.	Retrait, substitutions et modification des offres .....	26
26.	Ouverture des plis .....	27
<b>F.</b>	<b>Evaluation et comparaisons des offres .....</b>	<b>28</b>

27.	Confidentialité .....	28
28.	Eclaircissements concernant les offres .....	28
29.	Divergences, réserves ou omissions .....	28
30.	Conformité des offres .....	29
31.	Non-conformité, erreurs et omissions.....	29
32.	Corrections des erreurs arithmétiques .....	29
33.	Conversion en une seule monnaie .....	30
34.	Marge de préférence .....	30
35.	Evaluation des offres .....	30
36.	Comparaison des offres .....	32
37.	Qualification du soumissionnaire .....	32
38.	Droit de l'ASECNA d'accepter l'une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres	32
<b>G.</b>	<b>Attribution du marché.....</b>	<b>33</b>
39.	Critères d'attribution.....	33
40.	Notification de l'attribution du Marché .....	33
41.	Signature du Marché.....	33
42.	Garantie de bonne exécution .....	33

## A. Réglementation applicable

En présentant son offre, le soumissionnaire accepte la totalité, sans restriction, des conditions générales et particulières qui régissent ce marché, comme étant la seule base de cette procédure d'appel d'offres, quelles que soient ses propres conditions de vente auxquelles il déclare renoncer. Les soumissionnaires sont réputés avoir examiné attentivement tous les formulaires, instructions, dispositions contractuelles et spécifications contenus dans ce Dossier d'Appel d'Offres et s'y conformer. Le soumissionnaire qui ne fournit pas dans les délais requis toutes les informations et tous les documents nécessaires verra son offre rejetée.

Les présentes instructions aux soumissionnaires définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions dans le cadre du présent appel d'offres, en conformité avec la Réglementation des Marchés de Toute Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN)

## B. Généralités

### 1. Objet du marché

- 1.1. La Délégation de l'ASECNA au Mali ci-après désignée « Maître d'Ouvrage » ou « ASECNA », selon ce qu'indiquent les Données Particulières d'Appel d'Offres (**DPAO**), publie le présent Dossier d'Appel d'Offres en vue de l'acquisition des équipements spécifiés à la Section V, «Spécifications techniques». Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots de ce Marché figurent dans les **DPAO**.
- 1.2. Tout au long de l'appel d'offres objet des présentes IS :
  - a) Le terme « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite avec accusé de réception ;
  - b) Si le contexte l'exige, le singulier désigne le pluriel, et vice versa ;
  - c) Le terme « jour » désigne un jour calendaire; et
  - d) Pour le reste, les définitions et interprétations seront comme il est prescrit à la l'article 2 du Cahier des Clauses Administratives Générales d'Equipements (CCAG-E).

### 2. Origine des fonds

- 2.1 L'origine des fonds budgétisés pour le financement du Marché faisant l'objet du présent appel d'offres est indiquée dans les **DPAO**. L'ASECNA a prévu d'utiliser une partie des crédits ainsi budgétisés pour effectuer les paiements autorisés au titre du Marché.
- 2.2 L'ASECNA n'effectuera les paiements au titre du Marché qu'à la demande du Fournisseur et après les avoir approuvés, conformément aux modalités de paiement contenues dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Ces paiements seront soumis à tous égards aux clauses et conditions dudit CCAP. Aucune partie autre que le Fournisseur ne peut se prévaloir de l'un quelconque des droits stipulés dans le CCAP, ni prétendre détenir une créance sur le montant du Marché sauf en cas de nantissement.

### 3. Fraude et corruption

- 3.1 L'ASECNA a pour politique de requérir des soumissionnaires, fournisseurs, entreprises et prestataires de services prenant part aux marchés passés en son nom, d'observer les normes d'éthique les plus élevées lors de la passation et de l'exécution de ses Marchés. A cet effet, elle inclut dans les Dossiers d'Appel d'Offres des dispositions contre la corruption.
- 3.2 En application de cette politique, l'ASECNA interdit ces pratiques et définit les expressions y relatives ci-dessous de la façon suivante :
- a) est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage, directement ou indirectement, en vue d'influencer l'action d'un agent de l'ASECNA au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;
  - b) se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
  - c) « pratiques collusoires » désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'ASECNA en aient connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
  - d) « pratiques coercitives » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ; et
  - e) « Pratique obstructive » signifie: e.1) détruire, falsifier, altérer ou dissimuler les preuves matérielles d'une enquête ou faire des déclarations erronées à des enquêteurs en vue de nuire à une enquête visant des allégations de pratiques de corruption, frauduleuses, coercitives, collusives ou interdites ; e.2) menacer, harceler ou intimider des parties afin de les empêcher de révéler ce qu'elles savent de questions qui font l'objet de l'enquête ou les empêcher de poursuivre l'enquête; et e.3) agir de sorte à empêcher l'exercice des droits d'inspection et d'audit effectué par l'ASECNA ou commandité par elle.
- 3.3 Dans ce cadre, l'attention des soumissionnaires est attirée sur le contenu des articles 83, 84 et 85 de la Règlementation des Marchés de Toute Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN) du 04 juillet 2013 définissant les sanctions en matières de pratiques frauduleuses et anticoncurrentielles, d'actes de corruption, sans préjudice des sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur en la matière.
- 3.4 L'ASECNA, à la suite de ses propres investigations et conclusions, menées conformément à ses procédures :
- a) rejettera une proposition d'attribution si elle se rend compte que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires pour l'attribution de ce marché;

- b) annulera la fraction du financement affectée aux fournitures de biens ou aux travaux s'il est établi qu'à un moment donné, ses agents en complicité avec le soumissionnaire ou le titulaire, lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché, se sont livrés à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché ; et
  - c) déclarera un Fournisseur inéligible, soit indéfiniment soit pour une période déterminée, aux marchés passés en son nom si, à un moment donné, celui-ci s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives, lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché. Dans ce cas, le Fournisseur se voit frappé d'interdiction de participer aux marchés passés au nom de l'ASECNA pour une période qu'elle aura déterminée.
- 3.5 L'ASECNA se réserve le droit, lorsqu'il a été établi par un organisme national ou international qu'un Fournisseur s'est livré à la corruption ou à la fraude, de déclarer ce Fournisseur inéligible, pour une période donnée, aux marchés passés en son nom.
- 3.6 L'ASECNA pourra, si elle le juge utile, inclure dans les marchés passés en son nom une disposition exigeant des soumissionnaires, fournisseurs, entreprises, et consultants de l'autoriser à inspecter leurs comptes et registres relatifs à l'exécution du marché et de les faire vérifier par des commissaires aux comptes qu'elle aura désignés.
- 3.7 Toute communication entre le Soumissionnaire et l'ASECNA ayant trait à des allégations de fraude ou corruption doit être échangée par écrit.
- 3.8 L'ASECNA déclare que la négociation, la passation, et l'exécution du Marché n'a pas donné, ne donne pas ou ne donnera pas lieu à des actes constituant ou pouvant constituer une infraction de corruption au sens de la convention de l'OCDE du 17 décembre 1997 relative à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers.

#### **4. Candidats admis à concourir**

- 4.1 L'avis d'Appel d'Offres publié par l'ASECNA, s'adresse à tous les Fournisseurs répondant aux critères d'éligibilité définis dans les **DPAO** et remplissant toutes les conditions d'admissibilité aux marchés de l'ASECNA, telles que définies dans la Réglementation des Marchés de Toutes Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN), en son article 50 et sous réserve des dispositions suivantes:
- a) Les Soumissionnaires (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du Soumissionnaire) ne doivent pas être associés, ou avoir été associés dans le passé, à un Fournisseur ou Société (ou affiliés à un Fournisseur ou Société) qui a fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre de l'Appel d'Offres.
  - b) Le Soumissionnaire ne doit pas avoir fait l'objet d'une décision d'exclusion prononcée par l'ASECNA pour corruption, ou pour manœuvres frauduleuses.
- 4.2 Un Fournisseur d'un pays inéligible peut être exclue:

- a) si la loi ou la réglementation du pays où les travaux sont réalisés, interdit les relations commerciales avec le pays du Fournisseur; ou
  - b) si, en application d'une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, l'Union Africaine ou l'Union Européenne, le Gouvernement du pays où les prestations sont réalisés, interdit toute importation de biens en provenance du pays du Fournisseur, ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.
- 4.3 Les soumissionnaires doivent s'engager, sur la base du modèle d'engagement environnemental et social joint en annexe, à :
- a) respecter et faire respecter par l'ensemble de leurs sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le projet, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement;
  - b) mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnemental et social ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par l'ASECNA.
- 4.4 Chaque soumissionnaire ne présentera qu'une offre, à titre individuel ou en tant que membre d'un groupement. Un soumissionnaire qui présente plusieurs offres, ou qui participe à plusieurs offres (à l'exception des variantes présentées en vertu de la Clause 13 des présentes IS) sera disqualifié. Cependant, sauf mention contraire stipulée dans les **DPAO**, ceci n'exclut pas la possibilité pour un sous-traitant d'apparaître dans plusieurs offres, en qualité de sous-traitant seulement.
- 4.5 Un Soumissionnaire, et toutes les parties constituant le Soumissionnaire, peuvent avoir la nationalité de tout pays (sous réserve des clauses 4.1 et 4.2 des présentes IS). Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s'il en est ressortissant ou s'il y est constitué en société, fondée et enregistrée dans ce pays, et fonctionnant conformément au droit de ce pays. Ce même critère s'appliquera à la détermination de la nationalité de ses sous-traitants et de ses fournisseurs pour toute partie du Marché, y compris les services connexes.
- 4.6 Les soumissionnaires peuvent être des personnes physiques, des entités privées, des entités publiques sous réserve des dispositions de la clause 4.7 des présentes IS ou toute combinaison entre elles avec une volonté formelle de conclure un accord ou ayant conclu un accord de groupement. En cas de groupement:
- a) sauf spécification contraire dans les **DPAO**, toutes les parties membres sont solidairement responsables.
  - b) les associés désigneront un mandataire qui aura l'autorité de représenter tous les membres du groupement ou du consortium durant la procédure d'Appel d'Offres et, en cas d'attribution du Marché au groupement ou consortium, durant l'exécution du Marché.

**4.7 Les Entreprises publiques sont uniquement admises à participer si elles peuvent démontrer:**

- a) qu'elles jouissent d'une autonomie juridique et financière;
- b) qu'elles sont gérées selon les règles du droit commercial;
- c) qu'elles ne sont pas une Agence dépendant d'une Administration Publique; et
- d) qu'elles ne jouissent pas de l'immunité de juridictions et d'exécution, à moins de s'engager à y renoncer.

4.8 Les Soumissionnaires doivent fournir toutes pièces que l'ASECNA peut raisonnablement demander, établissant à sa satisfaction qu'ils continuent d'être admis à concourir.

## **5. Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine**

5.1 Sauf mention contraire stipulée dans les **DPAO**, toutes les fournitures et tous les services connexes faisant l'objet du présent marché peuvent provenir de tout pays sous réserve des mêmes restrictions, concernant les Soumissionnaires, leurs associés ou leur personnel, visées aux clauses 4.1 et 4.2 des présentes IS. Les Soumissionnaires peuvent se voir demander par l'ASECNA de justifier la provenance de leurs équipements, matériaux, matériels et services.

5.2 Aux fins de la clause 5.1 ci-dessus, le terme « fournitures » désigne les produits, matières premières, machines, équipements et les installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que la maintenance initiale, l'assurance.

## **C. Dossier D'Appel D'Offres**

### **6. Contenu du Dossier d'Appel d'Offres**

6.1 Le Dossier d'Appel d'Offres comprend toutes les sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à la clause 8 des présentes IS.

#### **PREMIÈRE PARTIE : Procédures d'appel d'offres**

- Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS)
- Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)
- Section III. Critères d'évaluation et de qualification
- Section IV. Formulaires de soumission

#### **DEUXIÈME PARTIE : Spécification des prestations**

- Section V. Spécifications

#### **TROISIÈME PARTIE : Marché**

- Section VI. Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG)
- Section VII. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)



- Section VIII. Formulaire du Marché

- 6.2 L'avis d'appel d'offres publié par l'ASECNA ne fait pas partie du Dossier d'Appel d'Offres.
- 6.3 L'ASECNA ne peut être tenue responsable de l'intégrité du Dossier d'Appel d'Offres et de ses additifs, s'ils n'ont pas été obtenus directement d'elle ou d'un agent autorisé par elle.
- 6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d'Appel d'Offres. Tout manquement à cet égard peut entraîner le rejet de son offre.

## 7. Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres, visite du site et réunions préparatoires

- 7.1 Tout candidat éventuel désirant des éclaircissements sur les documents contactera l'ASECNA par écrit, à son adresse indiquée dans les **DPAO**. Sauf spécification contraire indiquée dans les **DPAO**, l'ASECNA répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements reçue au plus tard dans les quinze (15) jours, ou le nombre de jours indiqués dans le **DPAO**, avant la date limite de dépôt des offres. Elle adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l'auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier d'Appel d'Offres directement auprès d'elle. Au cas où l'ASECNA jugerait nécessaire de modifier le Dossier d'Appel d'Offres suite aux éclaircissements fournis, elle le fera conformément à la procédure stipulée à la clause 8 et à l'article 23.2 des présentes IS.
- 7.2 Il est conseillé au Soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des installations et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et la signature d'un marché pour l'exécution des prestations. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.
- 7.3 L'ASECNA autorisera le Soumissionnaire et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents la dégagent, elle, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu'ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.
- 7.4 Les réponses fournies aux questions posées pendant le processus de l'appel d'offres ne doivent en aucun cas révéler l'identité de l'auteur desdites questions. Lesdites réponses à ces questions seront communiquées à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres.
- 7.5 Lorsqu'une réunion préparatoire est prévue par les **DPAO**, le représentant que le Soumissionnaire aura désigné est invité à assister à cette réunion préparatoire qui se tiendra au lieu et date indiqués aux **DPAO**. L'objet de la réunion est de clarifier tout point et répondre aux questions qui pourraient être soulevées à ce stade.
- 7.6 Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit, de façon qu'elle parvienne à l'ASECNA au moins une semaine avant la réunion préparatoire.

- 7.7 Le compte-rendu de la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'aliéna 6.1 des présentes IS, qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire, sera faite par l'ASECNA qui publiera un additif conformément aux dispositions de la Clause 8 des présentes IS, et non par le canal du compte-rendu de la réunion préparatoire.
- 7.8 Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres, ne sera pas un motif de disqualification.

## **8. Modifications apportées au Dossier d'Appel d'Offres**

- 8.1 L'ASECNA peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.
- 8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu ledit Dossier directement des sources indiquées dans l'Avis d'Appel d'Offres.
- 8.3 Afin de laisser aux soumissionnaires éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l'additif dans la préparation de leurs offres, l'ASECNA peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à la clause 22.2 des présentes IS.

## **D. Préparation des offres**

### **9. Frais de soumission**

- 9.1 Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'ASECNA n'est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure d'appel d'offres.

### **10. Langue de l'offre**

- 10.1 L'offre, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'ASECNA seront rédigés en français. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction en français, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction en français fera foi.

### **11. Documents constitutifs de l'offre**

- 11.1 L'offre comprendra les documents suivants :
- a) le formulaire d'offre ;
  - b) Les autres formulaires inclus dans la Section IV-Formulaires de Soumission dûment remplis, y compris le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif, remplis conformément aux dispositions des clauses 12, et 17 des présentes IS;

- c) la garantie de soumission établie conformément aux dispositions de la clause 20 des présentes IS ;
- d) les variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de la clause 13 des présentes IS ;
- e) la confirmation écrite de l'habilitation du signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de la clause 21.2 des présentes IS ;
- f) les pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 15 des présentes IS, que le Soumissionnaire possède les qualifications voulues pour exécuter le Marché si son offre est retenue ;
- g) Les documents établis conformément à la Clause 14.1 des présentes IS apportant la preuve que les installations proposées par le Soumissionnaire dans son offre ou dans toute offre variante (si les variantes sont autorisées) satisfont aux critères de provenance des matériels, équipements et services ;
- h) la proposition technique, conformément aux dispositions de la clause 16 des présentes IS;
- i) la lettre d'engagement environnemental et social ;
- j) La liste des sous-traitants en conformité avec la clause 3/6 du CCAG-Équipements ;
- k) Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, l'accord de groupement ou une lettre d'intention de constituer un groupement comprenant en annexe le projet d'accord de groupement, indiquant au minimum les parties des équipements à réaliser par les partenaires respectifs ; et
- l) tout autre document exigé dans les **DPAO**.

## **12. Formulaire d'offre et bordereau de prix**

- 12.1 Le Soumissionnaire soumettra son offre en remplissant les formulaires d'offre fournis à la Section IV - Formulaires de soumission, sans apporter de modifications à leur présentation, aucun autre format n'étant accepté. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.

## **13. Variantes**

- 13.1 Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les variantes ne seront pas prises en compte.
- 13.2 Lorsque les prestations peuvent être exécutées dans des délais d'exécution variables, les **DPAO** préciseront ces délais, et indiqueront la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le Soumissionnaire à l'intérieur des délais spécifiés.

- 13.3 Excepté dans le cas mentionné à la Clause 13.4 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques de moindre coût doivent d’abord chiffrer la solution de base de l’ASECNA telle que décrite dans le Dossier d’Appel d’Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont l’ASECNA a besoin pour procéder à l’évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, spécifications techniques, sous détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. L’ASECNA n’examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du Soumissionnaire dont l’offre conforme à la solution de base a été évaluée la mieux disante.
- 13.4 Quand les **DPAO** offrent aux soumissionnaires la possibilité de présenter des solutions techniques variantes pour des parties définies des installations, celles-ci seront décrites dans la Section V, Spécifications. Les variantes techniques qui satisfont aux performances et critères techniques précisés pour les installations seront prises en considération par l’ASECNA en fonction de leurs qualités intrinsèques, conformément à la Clause 35 des présentes IS.
- 14. Documents attestant que les fournitures et services connexes répondent aux critères d’origine**
- 14.1 Pour établir que les équipements et services répondent aux critères d’origine, en application des dispositions de la clause 5 des présentes IS, les Soumissionnaires rempliront les déclarations indiquant le pays d’origine figurant dans les formulaires de prix, inclus à la Section IV, Formulaires de soumission.
- 15. Documents établissant la qualification des soumissionnaires**
- 15.1 Afin, d’établir qu’il possède les qualifications requises pour réaliser le Marché, conformément à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification, le Soumissionnaire devra fournir toutes les informations requises dans les formulaires de la Section IV, Formulaires de Soumission.
- 16. Documents établissant la conformité des équipements et services**
- 16.1 Pour établir la conformité des équipements et services au Dossier d’Appel d’Offres, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les pièces justificatives spécifiées à la Section IV, avec tous détails nécessaires afin de montrer la conformité aux exigences de l’ASECNA et au délai d’exécution.
- 16.2 Le Soumissionnaire inclura dans son offre le détail de tous les articles importants relatifs aux fournitures ou aux services tels que définis par l’ASECNA à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification, qu’il se propose d’acheter ou de sous-traiter, et donnera le détail du nom et de la nationalité des sous-traitants proposés, y compris les fabricants, pour chacun de ces articles. En outre, le Soumissionnaire fournira dans son offre, les renseignements montrant la conformité de ces articles aux exigences correspondantes de l’ASECNA. Les prix indiqués dans l’offre s’appliqueront quel que soit le sous-traitant retenu, et aucun ajustement de prix ne sera permis.
- 16.3 Le Soumissionnaire aura la responsabilité de s’assurer que tout fournisseur proposé satisfait aux exigences de la Clause 4.5 des présentes IS, et que tout matériel, équipement ou service fourni par le sous-traitant répond aux exigences de la clause 5 des présentes IS.
- 17. Prix de l’offre et rabais**

- 17.1 Sauf disposition contraire dans les **DPAO**, les soumissionnaires fourniront un prix pour l'ensemble des installations sur la base d'une « responsabilité unique », de manière que le montant total de l'offre couvre toutes les obligations du Fournisseur mentionnées dans le Dossier d'Appel d'Offres ou qui en découlent, en ce qui concerne la conception, la fabrication, incluant la passation de marchés et la sous-traitance s'il y a lieu, la fourniture, la construction, le montage, et l'achèvement des installations. Sont également incluses les obligations du Fournisseur en matière d'essais de garantie, mise en service provisoire et opérationnelle des installations, et lorsque cela est requis par le Dossier d'Appel d'Offres, l'obtention de tous permis, approbations, licences, etc. ; ainsi que les prestations de services relatives au fonctionnement, à la maintenance, à la formation, et toute autre prestation ou service indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres, conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales. Les postes, pour lesquels aucun prix n'est fourni par le Soumissionnaire, ne seront pas payés par l'ASECNA lorsqu'ils seront exécutés et seront considérés comme inclus dans les prix d'autres postes.
- 17.2 Les soumissionnaires sont tenus de fournir un prix reflétant les obligations commerciales, contractuelles et techniques spécifiées dans le Dossier d'Appel d'Offres.
- 17.3 Les soumissionnaires soumettront une décomposition des prix en respectant la forme et la présentation des prix demandées dans les bordereaux de prix figurant dans la Section IV, Formulaire d'offres.
- 17.4 En fonction de l'étendue du Marché, les bordereaux de prix peuvent être au nombre de six (6) tel que ci-après. Des bordereaux avec des numérotations distinctes seront utilisés pour chacun des éléments ci-dessous. Le montant total de chaque bordereau N°1 à 4 sera reporté dans un bordereau récapitulatif (Bordereau N° 5) donnant le montant total de l'offre qui figurera dans la Lettre de soumission.
- Bordereau N° 1 Matériels et équipements (y compris les pièces de rechange obligatoires) en provenance de pays autres que celui du site du projet ;
  - Bordereau N° 2 Matériels et équipements (y compris les pièces de rechange obligatoires) en provenance du pays du site du projet ;
  - Bordereau N° 3 Services de conception ;
  - Bordereau N° 4 Services de montage ;
  - Bordereau N° 5 Bordereau récapitulatif (Bordereaux No 1 à 4) ;
  - Bordereau N° 6 Pièces de rechange recommandées.

Les soumissionnaires noteront que les matériels et équipements inclus dans les Bordereaux N° 1 et 2 excluent les équipements et matériaux utilisés pour les travaux de génie civil, bâtiment, et autres travaux de construction. De tels matériaux seront inclus et chiffrés dans le Bordereau N° 4, Services de montage.

- 17.5 Dans les bordereaux, les soumissionnaires donneront les détails requis et la décomposition de leur prix de la manière suivante :
- a) Le prix des matériels et équipements en provenance de pays autres que celui du site du projet. (Bordereau N° 1) sera un prix CIP (lieu de destination convenu comme indiqué dans les **DPAO**),
  - b) Le prix des matériels et équipements produits ou fabriqués dans le pays du site du projet. (Bordereau N° 2) :

- i. prix EXW (à l'usine, à la fabrique, au magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas).
- ii. le montant des taxes sur les ventes et autres taxes perçues dans le pays du site du projet. qui seront dues sur les fournitures si le Marché est attribué ; et
- iii. le prix total pour le composant.

c) Le prix des services de conception (Bordereau N° 3).

d) Les prix du montage des installations seront chiffrés séparément (Bordereau N° 4) et comprendront les prix ou taux unitaires pour les transports locaux jusqu'au lieu de destination finale figurant dans les **DPAO**, l'assurance et autres services connexes à l'acheminement des équipements, tout ce qui constitue la main-d'œuvre, équipement du Fournisseur, travaux temporaires, matériaux, consommables, et tous les éléments de quelque nature qu'ils soient, tels les services pour le fonctionnement et la maintenance, la fourniture de manuels pour le fonctionnement et la maintenance, la formation, etc., nécessaires pour le bon fonctionnement des installations et tels qu'ils sont mentionnés dans le Dossier d'Appel d'Offres. Ces prix comprendront tous les droits, taxes et charges payables dans le pays du site du projet. vingt-huit (28) jours avant la date limite de remise des offres. Avant l'attribution du Marché, il pourra être exigé du soumissionnaire qu'il fournisse une décomposition du prix de l'offre pour les services de montages, montrant le montant des taxes séparément.

e) Les pièces de rechange recommandées seront chiffrées séparément (Bordereau N° 6) de la manière indiquée dans les alinéas a) ou b) ci-dessus selon l'origine des pièces de rechange.

17.6 L'édition en vigueur des *Incoterms* publiée par la Chambre de commerce internationale prévaudra.

17.7 A moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans les **DPAO** et le **CCAP**, les prix indiqués par le Soumissionnaire sont réputés fermes durant l'exécution du Marché, conformément aux dispositions de l'article 11 alinéa - 4/1 du CCAG- Equipements.

17.8 Dans le cas de **prix fermes**, les prix fournis par le Soumissionnaire seront des prix fixes pendant l'exécution du marché et ne seront sujets à aucune variation sous aucun motif. Une offre présentée avec un prix révisable sera considérée comme non conforme et sera rejetée.

17.9 Dans le cas de **prix révisables**, les prix fournis par le Soumissionnaire seront révisables pendant l'exécution du marché pour refléter les changements dans le coût d'éléments tels que la main-d'œuvre, les matériaux, les transports et l'équipement du Fournisseur. Une offre présentée avec un prix fixe ne sera pas rejetée, mais la révision de prix sera considérée comme égale à zéro. La formule de révision de prix ne sera pas prise en compte dans l'évaluation des offres. Dans le cas où les prix seraient révisables, le Soumissionnaire devra fournir les indices et paramètres retenus pour les formules de révision de prix en annexe à la soumission et présenter avec son offre tous les renseignements complémentaires requis. L'ASECNA peut exiger du Soumissionnaire de justifier les indices, pondérations ou les paramètres qu'il propose.

- 17.10 La clause 1.1 peut prévoir que l'appel d'offres soit lancé pour un seul marché (lot) ou pour un groupe de marchés (lots). Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots.
- 17.11 Un Soumissionnaires souhaitant offrir un éventuel rabais inconditionnel devra l'indiquer dans la Lettre de Soumission, ainsi que la manière dont le rabais s'appliquera.
- 17.12 Les prix des marchés passés au nom de l'ASECNA sont hors taxes et hors douane.

Cependant, le cas échéant, sous réserve de dispositions contraires prévues aux **DPAO** et au **CCAP**, tous les droits, impôts et taxes payables par le Fournisseur au titre du Marché, ou à tout autre titre, vingt-huit (28) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de l'offre présentée par le Soumissionnaire.

## **18. Monnaie de l'offre et de règlement**

- 18.1 Les monnaies de l'offre devront être comme indiqué aux **DPAO**.
- 18.2 L'ASECNA peut demander aux soumissionnaires d'expliquer leurs besoins en monnaies nationale et étrangères.

## **19. Période de validité des offres**

- 19.1 Les offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans les DPAO après la date limite de soumission fixée par l'ASECNA. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par l'ASECNA.
- 19.2 Exceptionnellement, avant l'expiration de la période de validité des offres, l'ASECNA peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de leurs offres. La demande et les réponses seront formulées par écrit. S'il est demandé une garantie d'offre ou de soumission en application de la clause 20 des présentes IS, sa validité sera prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre sa garantie. Un soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de la clause 19.3 ci-dessous.
- 19.3 Dans le cas de marché à prix ferme, si l'attribution est retardée de plus de soixante (60) jours au-delà du délai initial d'expiration de la validité de l'offre, le prix du Marché sera actualisé par un facteur spécifié dans la demande de prorogation. L'évaluation des offres sera basée sur le prix de l'offre sans prise en considération de l'actualisation susmentionnée.

## **20. Garantie d'offre ou de soumission**

- 20.1 Sauf spécification contraire dans les **DPAO**, le Soumissionnaire fournira l'original d'une garantie de soumission qui fera partie intégrante de son offre. Le montant de cette garantie et la monnaie dans laquelle elle sera libellée seront indiqués dans les **DPAO**.



20.2 La garantie de soumission se présentera sous la forme indiquée dans les **DPAO**, choisie parmi celles ci-après,

- a) une garantie bancaire à première demande ;
- b) une caution personnelle et solidaire;
- c) une lettre de crédit irrévocable ;
- d) un chèque de banque certifié.

La garantie de soumission sera soumise soit à l'aide du formulaire de garantie de soumission figurant à la Section IV, Formulaires de soumission ou sous une forme approuvée par l'ASECNA avant le dépôt des offres. Dans les deux cas, le formulaire doit comporter le nom exact et complet du Soumissionnaire.

La garantie de soumission doit être émise par une source de renom agréé dans un pays membre de l'ASECNA et acceptable par l'ASECNA. Si la garantie est émise par un organisme de cautionnement ou une institution financière située en dehors d'un pays membre de l'ASECNA, il doit être agréé dans son pays d'origine, acceptable par l'ASECNA et avoir une institution financière correspondante située dans un pays membre de l'ASECNA qui devra valider la garantie et permettre ainsi de l'appeler, le cas échéant.

La garantie de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours après l'expiration de la durée initiale de validité de l'offre, ou prorogée selon les dispositions de la clause 19.2 des IS, le cas échéant.

Les pays membres de l'ASECNA sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger Sénégal, Tchad, Togo.

20.3 Toute offre non accompagnée d'une garantie substantiellement conforme, si pareille garantie est exigée en application de la clause 20.1 des présentes IS, sera écartée par l'ASECNA comme étant non conforme.

20.4 Les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus leur seront restituées après la main levée donnée par l'ASECNA, et après que le Soumissionnaire retenu ait signé le Marché et fourni la garantie de bonne exécution prescrite à la clause 42 des présentes IS.

20.5 La garantie de soumission du soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, et contre remise de la garantie de bonne exécution requise.

20.6 La garantie de soumission peut être saisie :

- a) si le Soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans le Formulaire d'offre, sous réserve des dispositions de la clause 19.2 des présentes IS ;



- b) si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction du montant de sa soumission, conformément aux dispositions de la Clause 32 des présentes IS ;  
ou
- c) s'agissant du soumissionnaire retenu, si ce dernier :
  - i) manque à son obligation de signer le Marché en application de la clause 41 des présentes IS ; ou
  - ii) manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de la clause 42 des présentes IS.

20.7 La Garantie de soumission d'un groupement ou d'un consortium doit être au nom du groupement qui a soumis l'offre. Si un groupement ou consortium n'a pas été formellement constitué lors du dépôt de l'offre, la Garantie de soumission devra être au nom de tous les futurs partenaires, conformément au libellé de la Lettre d'intention mentionnée à la Clause 4.5 des présentes IS.

## 21. Forme et signature de l'offre

- 21.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre tels que décrits à la clause 11 des présentes IS, en indiquant clairement la mention « **ORIGINAL** ». Les Offres variantes autorisées en application de la Clause 13 des IS porteront clairement la mention « **VARIANTE** ». Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de l'offre indiqué dans les **DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « **COPIE** ». En cas de différences entre les copies et l'original, l'original fera foi.
- 21.2 L'original et toutes copies de l'offre seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du soumissionnaire. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme spécifié dans les **DPAO**, qui sera jointe à la soumission. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l'habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l'offre, à l'exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l'offre.
- 21.3 L'offre d'un groupement doit se conformer aux exigences ci-après :
  - (a) sauf indication contraire en application de la clause 4.6(a) des présentes IS, elle doit être signée de manière à engager légalement tous les membres du groupement, et
  - (b) elle doit inclure l'autorisation du mandataire mentionnée à la clause 4.6 (b) des présentes IS consistant en un pouvoir établi par les personnes légalement autorisés à signer pour le compte du groupement.
- 21.4 Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire.

## E. Remise des offres et ouverture des plis

## 22. Cachetage et marquage des offres

- 22.1 Le Soumissionnaire placera l'original de son offre et chacune de ses copies, y compris les variantes éventuellement autorisées en application de la clause 13 des présentes IS, dans des enveloppes séparées et cachetées, portant la mention « ORIGINAL » « VARIANTE » ou « COPIE », selon le cas. Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée.
- 22.2 Les enveloppes intérieure et extérieure devront :
- a) comporter le nom et l'adresse du Soumissionnaire ;
  - b) être adressées à l'ASECNA conformément à la clause 22.1 des présentes IS ;
  - c) comporter le numéro d'identification de l'Appel d'Offres des présentes IS et toute autre identification indiquées dans les **DPAO** ;
  - d) comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis en application de la clause 26.1 des présentes IS.
- 22.3 Si les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, l'ASECNA ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

### **23. Date et heure limite de remise des offres**

- 23.1 Les offres doivent être transmises par courrier postal ou déposées à l'adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans lesdites **DPAO**.
- 23.2 L'ASECNA peut, si elle le juge nécessaire, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d'Appel d'Offres en application de la clause 8 des présentes IS, auquel cas, tous ses droits et obligations et ceux des Soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite.

### **24. Offres hors délai**

- 24.1 L'ASECNA n'examinera aucune offre reçue après l'expiration du délai de remise des offres, conformément à la clause 23 des présentes IS. Toute offre reçue par l'ASECNA après la date et l'heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte.

### **25. Retrait, substitutions et modification des offres**

- 25.1 Un soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l'avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d'une copie de l'habilitation en application de la clause 21.2 des présentes IS (sauf pour des notifications de retrait). La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :
- a) délivrées en application des clauses 21 et 22 des présentes IS (sauf pour des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement,

selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et

- b) reçues par l'ASECNA avant la date et l'heure limites de remise des offres conformément à la clause 22 des présentes IS.

25.2 Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de la clause 25.1 leur seront renvoyées sans avoir été ouvertes.

25.3 Aucune offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l'heure limites de dépôt des offres et la date d'expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le formulaire d'offre, ou d'expiration de toute période de prorogation de la validité.

## **26. Ouverture des plis**

26.1 L'ASECNA procédera à l'ouverture des plis en présence des représentants désignés des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquée dans les **DPAO**.

26.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Aucun retrait d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n'est pas lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Soumissionnaire. Aucun remplacement d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n'est pas lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. Aucune modification d'offre ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n'est pas lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite considérées.

26.3 Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais et toutes variantes éventuelles, l'existence d'une garantie de soumission si elle est exigée, et tout autre détail que l'ASECNA peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation. Toutes les pages du Formulaire d'offre et du Bordereaux de prix et Détail quantitatif et estimatif seront visées par un minimum de trois représentants de l'ASECNA présents à l'ouverture des plis. Aucune offre ne sera écartée à l'ouverture des plis, exceptées les offres hors délai en application de la clause

26.4 L'ASECNA établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, qui comportera au minimum :

- le nom du soumissionnaire et précisera s'il y a retrait, remplacement de l'offre ou modification;
- le prix de l'offre, par lot le cas échéant, y compris tous rabais et variante proposés; et
- l'existence ou l'absence d'une garantie de soumission si elle est exigée.

Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer une feuille de présence.

## **F. Evaluation et comparaisons des offres**

### **27. Confidentialité**

- 27.1 Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer l'ASECNA lors de l'examen, de l'évaluation, de la comparaison des offres et de la vérification de la capacité des candidats ou lors de la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.
- 27.2 Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.
- 27.3 Nonobstant les dispositions de la clause 27.2 ci-dessus, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'ASECNA pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire exclusivement par écrit.

### **28. Eclaircissements concernant les offres**

- 28.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation, la comparaison des offres et la vérification des qualifications des soumissionnaires, l'ASECNA a toute latitude pour demander à un soumissionnaire des éclaircissements sur son offre. Aucun éclaircissement apporté par un soumissionnaire autrement qu'en réponse à une demande de l'ASECNA ne sera pris en compte. La demande d'éclaircissement de l'ASECNA, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix ni aucun changement substantiel de l'offre ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n'est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par l'ASECNA lors de l'évaluation des offres en application de la clause 32 des présentes IS.
- 28.2 L'ASECNA se réserve le droit de rejeter une offre au cas où un soumissionnaire n'apporte pas de réponse à une demande d'éclaircissement dans le délai fixé par la lettre de demande

### **29. Divergences, réserves ou omissions**

- 29.1 Aux fins de l'évaluation des offres, les définitions suivantes seront d'usage :
- a) Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations du Dossier d'Appel d'Offres ;
  - b) Une « réserve » constitue la formulation d'une conditionnalité restrictive, ou la non acceptation de toutes les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ; et
  - c) Une « omission » constitue un manquement à fournir en tout ou en partie, les renseignements et documents exigés par le Dossier d'Appel d'Offres.

### **30. Conformité des offres**

- 30.1 L'ASECNA établira la conformité de l'offre sur la base de sa seule teneur.
- 30.2 Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence, réserve ou omission substantielles. Les divergences ou omission substantielles sont celles :
- a) qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des travaux spécifiés dans le Marché ; ou
  - b) qui limitent, d'une manière substantielle et non conforme au Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'ASECNA ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou
  - c) dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.
- L'ASECNA déterminera si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.
- 30.3 L'ASECNA écartera toute offre qui n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et le Soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections à la divergence, réserve ou omission substantielle constatée.

### **31. Non-conformité, erreurs et omissions**

- 31.1 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence, réserve ou omission substantielle par rapport aux conditions de l'appel d'offres.
- 31.2 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaire pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l'offre. Le Soumissionnaire qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée.
- 31.3 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA corrigera les non-conformités ou omissions non essentielles qui affectent le prix de l'offre. À cet effet, le prix de l'offre sera révisé, uniquement aux fins de comparaison, compte tenu de l'élément ou du composant manquant ou non conforme.

### **32. Corrections des erreurs arithmétiques**

- 32.1 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :

- a) s'il y a contradiction entre un prix total obtenu en additionnant les montants figurant dans une colonne de la décomposition d'un prix et le montant indiqué pour le prix de l'offre, le premier mentionné fera foi et le prix total sera corrigé;
- b) s'il y a contradiction entre le total des montants des Bordereaux de prix No 1 à 4 et le montant indiqué au Bordereau No 5 (Récapitulatif), les montants des Bordereaux No 1 à 4 prévaudront et le montant du Bordereau No 5 sera rectifié;
- c) lorsqu'il y a une incohérence entre le prix unitaire du bordereau et celui du devis quantitatif et estimatif, le prix unitaire du bordereau fera foi ; et
- d) s'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

32.2 Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la mieux- disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée.

### **33. Conversion en une seule monnaie**

33.1 Aux fins d'évaluation et de comparaison, l'ASECNA convertira tous les prix des offres exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, en utilisant le cours vendeur fixé par la source spécifiée dans les **DPAO**, en vigueur à la date qui y est également spécifiée.

### **34. Marge de préférence**

34.1 Sauf stipulation contraire dans les **DPAO**, aucune marge de préférence ne sera accordée.

### **35. Evaluation des offres**

Pour évaluer une offre, l'ASECNA utilisera tous les critères et méthodes définis dans cette clause, à l'exclusion de tous autres critères et méthodes.

#### **Evaluation technique :**

35.1 L'ASECNA procédera à une évaluation détaillée des offres dont il aura déterminé au préalable qu'elles répondent pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, pour déterminer si les aspects techniques répondent aux stipulations du Dossier d'Appel d'Offres. Une offre ne répondant pas pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en termes de complétion, cohérence et niveau de détail, ou aux niveaux minimum (ou maximum, selon le cas) exigés pour les garanties fonctionnelles sera rejetée au motif qu'elles ne répondent pas aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres. Pour effectuer cette détermination, l'ASECNA examinera et comparera les aspects techniques des offres, en se fondant sur les informations fournies par les soumissionnaires, et en prenant en compte les facteurs suivants :

- a) le caractère complet de l'offre et sa conformité avec les Spécifications et plans ; la conformité des Equipements et services aux normes de performance, y compris la conformité au niveau minimum (ou maximum, selon le cas) exigé pour chacune des garanties fonctionnelles comme

stipulé dans les Spécifications et la Section III, Critères d'évaluation et de qualification; la compatibilité des installations proposées avec la protection de l'environnement et les conditions climatiques prévalant sur le site ; et la qualité, le rôle et la mise en œuvre de tout procédé de contrôle proposé dans l'offre ;

- b) le type, la quantité, et la disponibilité à long terme des pièces de rechange obligatoires et recommandées, ainsi que des services de maintenance ; et
- c) tout autre facteur significatif, s'il y a lieu, indiqué dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.

35.2 Lorsque des variantes techniques sont permises en application de la clause 13 des présentes IS, et présentées par le Soumissionnaire, l'ASECNA fera une évaluation similaire des variantes. Quand les variantes ne sont pas permises, mais ont été présentées, elles seront ignorées.

**Evaluation commerciale :**

35.3 Pour évaluer une offre, l'ASECNA prendra en compte les éléments ci-après :

- a) le prix de l'offre, en excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans les Bordereaux de prix;
- b) les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de la clause 32.1 des présentes IS;
- c) les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application des clauses 17.10 et 17.11 des présentes IS
- d) les ajustements effectués au titre de la quantification des divergences mineures en application de la clause 31.3 des présentes IS;
- e) en convertissant en une seule monnaie le montant résultant des opérations (a), (b) et (c) ci-dessus, conformément aux dispositions de la Clause 33 des présentes IS;
- f) les facteurs d'évaluation indiqués à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- g) Dans le cas où la révision des prix est prévue au titre de la clause 17.9 des présentes IS, l'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

35.4 Si le présent Dossier d'Appel d'Offres autorise les soumissionnaires à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet à l'ASECNA d'attribuer un ou plusieurs lots à un même soumissionnaire, la méthode d'évaluation pour déterminer la combinaison d'offres la moins-disante, compte tenu de tous rabais offerts dans le Formulaire d'offre, sera précisée dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.

35.5 Si l'offre évaluée la moins disante est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation de l'ASECNA de l'échéancier de paiement des équipements, fournitures et services à fournir, l'ASECNA peut demander au Soumissionnaire de fournir le détail de prix pour tout élément d'un bordereau de prix, pour prouver que ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Après avoir examiné le détail de prix, l'ASECNA peut :



- a) soit demander que le montant de la garantie de bonne exécution indiqué à la Clause 42 des présentes IS soit porté, aux frais de l'attributaire du Marché, à un niveau suffisant pour la protéger contre toute perte financière au cas où l'attributaire viendrait à manquer à ses obligations au titre du Marché ;
- b) soit écarter l'offre concernée

35.6 Si le système de points pour pondérer les critères d'évaluation, est utilisé, il sera précisé dans les DPAO les points alloués à chacun des critères.

### **36. Comparaison des offres**

36.1 L'ASECNA comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de la clause 35.4 des présentes IS.

### **37. Qualification du soumissionnaire**

37.1 L'ASECNA s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre évaluée la moins-disante et substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, et a démontré dans son offre qu'il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

37.2 Cette détermination sera fondée sur l'examen des pièces attestant les qualifications du soumissionnaire fournis en application de la clause 15.1 des présentes IS.

37.3 L'attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l'issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l'offre sera rejetée et l'ASECNA procédera à l'examen de la seconde offre évaluée la moins-disante afin d'établir de la même manière si le Soumissionnaire est capable d'exécuter le Marché de façon satisfaisante.

37.4 Les capacités des sous-traitants et fournisseurs proposés dans l'offre, pour être employés par le Soumissionnaire le mieux-disant seront également évaluées afin de les agréer en conformité avec la Section III, Critères d'évaluation et de qualification. Leur participation sera confirmée par une lettre d'intention, en tant que de besoin. Si un fournisseur ou sous-traitant n'est pas agréé, l'offre ne sera pas rejetée, mais le Soumissionnaire sera requis de lui substituer un fournisseur ou sous-traitant qui puisse être agréé sans aucun changement du prix de l'offre. Avant la signature du Marché, l'annexe correspondante au formulaire de marché sera complétée afin d'y inclure les sous-traitants et fournisseurs pour chaque élément concerné.

### **38. Droit de l'ASECNA d'accepter l'une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres**

38.1 L'ASECNA se réserve le droit d'accepter ou d'écarter toute offre, et d'annuler la procédure d'appel d'offres et d'écarter toutes les offres à tout moment avant l'attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des soumissionnaires.



## **G. Attribution du marché**

### **39. Critères d'attribution**

- 39.1 Sous réserve de la clause 38.1, l'ASECNA attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

### **40. Notification de l'attribution du Marché**

- 40.1 Avant l'expiration du délai de validité des offres, l'ASECNA notifiera au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son offre a été retenue. La lettre de notification (ci-après « Lettre d'Acceptation ») indiquera le Montant contractuel accepté, à payer par l'ASECNA au Fournisseur en contrepartie de l'exécution et de l'achèvement du Marché, des exigences de remédier à tous défauts comme prescrit dans le Marché.
- 40.2 La lettre de notification précisera le cas échéant, les corrections apportées au montant de l'offre initial de l'attributaire provisoire. Si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction ainsi effectuée, son offre sera rejetée et la garantie d'offre peut être saisie.
- 40.3 Dans le même temps l'ASECNA notifiera également aux autres soumissionnaires les résultats de l'appel d'offres.
- 40.4 Jusqu'à la finalisation et la signature des documents contractuels du Marché, la Lettre d'Acceptation aura valeur de contrat exécutoire.
- 40.5 L'ASECNA répondra rapidement par écrit à tout soumissionnaire ayant présenté une offre infructueuse qui, après la notification des résultats par l'ASECNA selon les dispositions de la clause 40.3 des présentes IS, aura présenté par écrit à l'ASECNA, dans un délai de cinq (05) jours à compter de la date de réception de ladite lettre de notification, une requête en vue d'obtenir des informations sur le (ou les) motif(s) pour le(s)quel(s) son offre n'a pas été retenue.

### **41. Signature du Marché**

- 41.1 Dans les meilleurs délais après la notification, l'ASECNA enverra au Soumissionnaire retenu l'acte d'engagement et le Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- 41.2 Dans le délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de l'acte d'engagement, le Soumissionnaire retenu le signera ainsi que le Cahier des Clauses Administratives Particulières, les datera et les renverra à l'ASECNA.

### **42. Garantie de bonne exécution**

- 42.1 Dans le délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la notification, par l'ASECNA, de l'attribution du Marché, le Soumissionnaire retenu fournira la garantie de bonne exécution, conformément au CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières), en

utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution figurant à la Section VIII, Formulaires du Marché, ou tout autre modèle jugé acceptable par l'ASECNA.

- 42.2 Le défaut de fourniture, par le Soumissionnaire retenu, de la garantie de bonne exécution susmentionnée ou le fait qu'il ne signe pas l'acte d'engagement, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du Marché et de saisie de la garantie de soumission.

Le cas échéant, l'ASECNA pourra attribuer le Marché au Soumissionnaire dont l'offre est jugée substantiellement conforme au dossier d'appel d'offres et classée la deuxième moins-disante, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

## **Section II :**

### **DONNEES PARTICULIERES D'APPEL D'OFFRES**

## **Section II : Données particulières de l'appel d'offres**

Les dispositions ci-après, qui sont spécifiques aux prestations faisant l'objet de l'Appel d'offres, complètent ou, le cas échéant, modifient les dispositions des Instructions aux Soumissionnaires. En cas de divergence, les données particulières ci-dessous ont priorité sur les clauses des IS.

Les chiffres de la première colonne se réfèrent à la Clause correspondante des Instructions aux Soumissionnaires.

### **Table des matières**

<b>A.</b>	<b>Généralités .....</b>	<b>37</b>
<b>B.</b>	<b>Dossier d'appels d'offres .....</b>	<b>37</b>
<b>C.</b>	<b>Préparation des offres.....</b>	<b>38</b>
<b>D.</b>	<b>Remise des offres et ouverture des plis .....</b>	<b>41</b>
<b>E.</b>	<b>Evaluation et comparaisons des offres .....</b>	<b>41</b>
<b>F.</b>	<b>Attribution du marché.....</b>	<b>42</b>

## A. Généralités

### 1. Objet de l'appel d'offres

**1.1** Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Délégation de l'ASECNA au Mali, route de l'Aéroport International Président Modibo KEITA-Sénou, BP : E1126, Tél : 20 28 38 23 – Télécopie : 20 28 38 24 Bamako (Mali).

**1.1** Nom et Numéro d'identification de l'AON : **Réalisation d'une centrale solaire photovoltaïque au niveau du siège de la Délégation de l'ASECNA à Bamako.**

Numéro d'identification de l'Appel d'Offres (AO) : **ASECNA/DGAN/ML/0101/2026.**

**1.1** Nom et numéro du projet et nombre et numéro d'identification des lots faisant l'objet du présent AON :

- Intitulé et numéro du projet : Equipements de production et de distribution de l'énergie électrique dans les centres : Opération N° 2607/01/110/ART10/CAF/2026 ;
- Intitulé du projet élémentaire : Réalisation d'un Champ solaire au siège à Bamako.

### 2. Origine des fonds

**2.1** Délégation de l'ASECNA au Mali, autofinancement.

### 4. Candidats admis à concourir

**4.1** Les Instructions aux soumissionnaires s'appliquent.

**4.6** Les Groupements dont les membres sont solidairement responsables, sont éligibles. Le nombre des membres de chaque Groupement est limité au maximum à trois (03).

### 5. critères d'origine

**5.1** Les Instructions aux soumissionnaires s'appliquent.

## B. Dossier d'appels d'offres

### 7. Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres, visite du site et réunions préparatoires

**7.1** Aux seules fins d'obtention d'éclaircissements, l'adresse du Maître de l'Ouvrage est la suivante : **A l'attention du Délégué du Directeur Général de l'ASECNA au Mali, route de l'Aéroport International Président Modibo KEITA-Sénou, BP : E1126 Tél : +223 20 28 38 23 – Télécopie : +223 20 28 38 24 ; Bamako (Mali).**

Votre demande doit parvenir à cette adresse au plus tard quinze (15) jours avant la date limite de dépôt des offres.

**7.5** Il n'est pas prévu de réunion préparatoire.

Une visite du site est obligatoire.

Une visite du site en groupe ne sera pas organisée par l'ASECNA. Toutefois, les soumissionnaires sont tenus de visiter et d'inspecter les sites de livraison et d'installation des équipements solaires photovoltaïques et leurs environs et d'obtenir par eux-mêmes, et sous leur propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et la signature d'un marché pour l'exécution des prestations. Les coûts liés à cette visite sont à la charge des soumissionnaires. Le point focal pour cette visite de site est le Chargé de Maintenance de la Délégation de l'ASECNA au Mali.

**C. Préparation des offres**

**11. Documents constitutifs de l'offre**

**11.1** L'offre comprendra les documents suivants :

- a) le formulaire d'offre ;
- b) Les autres formulaires inclus dans la Section IV-Formulaires de Soumission dûment remplis, y compris le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif, remplis conformément aux dispositions des clauses 12, et 17 des présentes IS ;
- c) la garantie d'offre établie conformément aux dispositions de la clause 20 des présentes IS ;
- d) les variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de la clause 13 des présentes IS ;
- e) la confirmation écrite de l'habilitation du signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de la clause 21.2 des présentes IS ;
- f) les pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 15 des présentes IS, que le Soumissionnaire possède les qualifications voulues pour exécuter le Marché si son offre est retenue ;
- g) la proposition technique, conformément aux dispositions de la clause 16 des présentes IS (**Méthode de travail ; Calendrier de Mobilisation ; Calendrier de livraison ; Autorisations des fabricants ; Engagement de fourniture de pièces rechanges ; Formulaire - Pièce de rechange ; Formulaire - Formation**).
- h) Les Spécifications techniques essentielles des fournitures et services connexes proposés (**Formulaire –Spécifications techniques**) plus les déclarations de leur conformité aux documents normatifs internationaux énumérés. Ces documents doivent revêtir la forme de prospectus, photographies en couleurs, dessins ou données et comprendre une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des Fournitures et Services connexes, démontrant qu'elles correspondent pour l'essentiel aux spécifications techniques exigées ;

- i) la lettre d'engagement environnemental et social;
- j) La liste des sous-traitants en conformité avec la clause 3/6 du CCAG-Équipements;
- k) Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, l'accord de groupement ou une lettre d'intention de constituer un groupement comprenant en annexe le projet d'accord de groupement, indiquant au minimum les parties des prestations à réaliser par les partenaires respectifs ;
- l) le Chiffre d'affaires annuel des trois (3) dernières années (2023, 2024 et 2025).
- m) les références du soumissionnaire pour des projets similaires au cours des cinq (5) dernières années (2021, 2022, 2023, 2024 et 2025) avec PV de réception ou attestations des Maîtres d'Ouvrages à l'appui ;
- n) les états financiers audités, vérifiés ou certifiés par un expert comptable agréé, des trois (03) dernières années (2023, 2024 et 2025) et dûment signés ;
- o) les certificats attestant que le soumissionnaire est en règle vis à vis de l'administration fiscale et parafiscale au 31 décembre 2025 ; daté, dûment signés et portant le cachet des services fiscaux ;
- p) les moyens humains et matériels.
- q) le reçu d'achat du dossier ;
- r) l'attestation de visite du site ;
- s) l'acte d'engagement paraphé ; et
- t) une clé USB ou un DVD comportant un index papier et exempt de tout virus et contenant tous les documents de l'offre en fichiers non compressés, imprimables et reproductibles. Ils seront en format Microsoft Word 2010 pour les pièces écrites, Microsoft Excel 2010 pour les devis quantitatifs estimatifs et les bordereaux de prix unitaires, et Format JPEG pour les notices, photos et images. L'ensemble des documents seront également fournis sous format PDF imprimable et reproductible.

***Ces pièces documents être impérativement présentés dans cet ordre et séparés par des onglets***

### **13 Variantes**

**13.1** Les variantes ne seront pas prises en compte.

**13.2** Délai d'exécution : le délai d'exécution des prestations sera celui du Fournisseur retenu.

**13.4** Les variantes techniques sur la ou les parties des prestations, si elles sont demandées dans les spécifications techniques, sont permises.

**17.1** Les Autorisations des Fabricants sont requises.

**17.2** Un service après-vente est requis.

- 17.3** Période de fonctionnement prévue pour les équipements, en vue d'établir les besoins en pièces de rechange : est requise pour une durée minimale de quinze (15) ans après la période de garantie.
- 17.4** Une formation en usine et une formation sur site du personnel de maintenance de la Délégation sont requises.
- 17.5 (a) Prix des Offres**  
Le prix des matériels et équipements sera un prix DPU destination finale, post acheminement et déchargement inclus ainsi que tous droits acquittés, selon Incoterms 2020 CCI.
- 17.5 (d)** La destination finale (site du projet) est Bamako.
- 17.7** Les prix proposés par le Soumissionnaire seront fermes et non révisables
- 17.12 Montant de l'offre**  
Les prix du marché sont hors droits de douane et taxes.

**Toutefois, le soumissionnaire est tenu de se renseigner auprès des Autorités locales s'il existe des exceptions non couvertes par cette exonération en droits et taxes pour les inclure dans ses prix.**

**18.1 Monnaies de soumission et de règlement**

Le montant de la soumission est libellé entièrement en franc CFA.

Le Soumissionnaire libellera les prix unitaires du Bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

- a) les prix seront entièrement libellés en francs CFA. Le Soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des prestations, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de deux monnaies de pays ;
- b) les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en Franc CFA seront spécifiés par le Soumissionnaire en annexe à la soumission. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

**19.1 Période de validité des offres**

Période de validité des offres : **180 jours**

**20.1 Montant de la garantie de soumission**

Une Garantie de soumission est requise. Son montant est de 2% du montant de l'offre et elle sera libellée en Franc CFA.

**21.1** Un (01) **original** de l'Offre et deux (02) **copies** seront fournies.

**21.2** La confirmation écrite de l'habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire consistera en une délégation des statuts de la Société ou par tout autre document d'habilitation engageant le soumissionnaire et acceptable par l'ASECNA.



## **D. Remise des offres et ouverture des plis**

### **22.1 Cachetage et marquage des offres**

Aux seules fins de **remise des offres** l'adresse du Maître de l'Ouvrage est la suivante : **A l'attention du Secrétariat du Délégué du Directeur Général de l'ASECNA au Mali BP : E1126, route de l'Aéroport International Président Modibo KEITA-Sénou, Bamako.**

**L'enveloppe extérieure** cachetée, portera en plus du nom et l'adresse du Soumissionnaire, l'adresse :

**DELEGATION DE L'ASECNA,  
Route de l'Aéroport International Président Modibo KEITA-Sénou, BP E1126,  
Bamako  
APPEL D'OFFRES**

**« Réalisation d'une centrale solaire photovoltaïque au siège de la Délégation de l'ASECNA sis à Bamako »**

**« À N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »**

### **23.1 Date et heure limite de remise des offres**

Le 02 mars 2026 à 10 H 00, heure locale (T.U.)

### **26.1 Ouverture des plis**

L'ouverture des plis aura lieu à l'adresse, à la date et à l'heure suivantes : **Salle de Réunion de la Délégation de l'ASECNA sises route de l'Aéroport International Président Modibo KEITA-Sénou, BP : E1126, Tél : +223 20 28 38 23 – Télécopie : +223 20 28 38 24 Bamako (Mali)**

Date : **lundi 02 mars 2026.**

Heure : **10 heures 00 mn, GMT (matin)**

## **E. Evaluation et comparaisons des offres**

### **33 Conversion en une seule monnaie**

**Monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie : Est le Franc CFA.**

**Source du taux de change : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest "BCEAO"**

**Date du taux de change : vingt-huit (28) jours avant la date limite de dépôt des offres.**

### **34 Marge de préférence: Non Applicable**

### **35.2 Evaluation**

Les ajustements seront calculés en utilisant les critères d'évaluation choisis parmi ceux indiqués à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.

**37.7 Evaluation basée sur le système de pondération : "non Applicable"**

**F. Attribution du marché**

**42.1 Garantie de bonne exécution**

Le montant de la garantie de bonne exécution est fixé à cinq pour cent (5%) du montant du marché et devra être constitué dans les trente (30) jours à compter de la date de réception de la notification du Marché.

Elle sera constituée sous la forme d'une garantie à première demande émise par un établissement bancaire agréé dans un pays membre de l'ASECNA, ou par un établissement bancaire établi dans un autre pays et représenté par une institution financière située dans un pays membre de l'ASECNA.

### **Section III :**

## **CRITERES D'EVALUATION ET DE QUALIFICATION**

## **Section III : Critères d'évaluation et de qualification**

La présente section contient tous les facteurs, méthodes et critères que l'ASECNA utilisera pour évaluer les offres et s'assurer qu'un soumissionnaire possède les qualifications requises.

Conformément aux clauses 35 et 37 des IS, aucun autre facteur, méthode ou critère ne sera utilisé,

Le Soumissionnaire fournira tous les renseignements demandés dans les formulaires joints à la Section IV, Formulaires de soumission.

## **Table des matières**

<b>1. Evaluation .....</b>	<b>45</b>
<b>2. Qualification .....</b>	<b>46</b>

## **1. Evaluation**

L'ASECNA examinera préalablement les offres pour s'assurer que tous les documents constitutifs de l'offre ont bien été fournis et sont tous complets.

Pour l'évaluation des offres, en sus des critères dont la liste figure à l'article 35 des IS, les critères ci-après seront utilisés :

### **1.1 Evaluation commerciale**

Tout ajustement de coût résultant de l'application des procédures décrites ci-après sera ajouté, aux fins de comparaison des offres seulement, au prix de l'offre afin de déterminer le « Montant évalué de l'offre ». Le prix offert par le Soumissionnaire n'en sera pas modifié.

#### **1.1.1 Coûts de fonctionnement et de maintenance**

Attendu que les coûts de fonctionnement et de maintenance des installations qui font l'objet du marché représentent une partie importante du coût total des installations pendant leur durée de vie, ces coûts seront évalués selon les principes donnés ci-après, en incluant le coût des pièces de rechange pendant la période de fonctionnement initiale précisée ci-après, et en prenant en compte les prix fournis par chaque soumissionnaire dans les Bordereaux de prix N<sup>os</sup> 1 et 2. Ces coûts seront ajoutés au prix de l'offre pour l'évaluation.

Les paramètres utilisés pour le calcul des coûts de fonctionnement et de maintenance sont les suivants :

- a) Nombre d'années de fonctionnement pris en compte : quinze (15) ans ;
- b) Coûts de fonctionnement, y compris les coûts de carburant et autres intrants nécessaires au fonctionnement. Aux fins d'évaluation seulement, le coût de fonctionnement proposé par le Soumissionnaire sera ajouté au montant de l'offre. Le Soumissionnaire doit expliquer comment il entend assurer le service après-vente, fournir une assistance technique adéquate. Il doit à cet effet préciser dans l'offre le coût annuel de ces prestations ;
- c) Coûts de maintenance, y compris le coût des pièces de rechange;
- d) Taux d'actualisation de trois (03%) pourcent sera utilisé pour le calcul en valeur actualisée des coûts annuels futurs calculés en (b) et (c) ci-avant pour la période stipulée en (a).

#### **1.1.2 Travaux, services, installations, etc., devant être fournis par l'ASECNA**

Lorsque les offres incluent la réalisation de travaux ou la fourniture de services ou d'installations par l'ASECNA au-delà de ce qu'il était stipulé dans le Dossier d'appel d'offres, l'ASECNA évaluera le coût de ces travaux, services ou installations supplémentaires pendant la durée du marché. Ces coûts seront ajoutés au prix des offres uniquement pour l'évaluation.

## **2.2. Variantes Techniques :**

Si une ou des variantes techniques sont permises au titre de la clause 13.4 des IS, elles seront évaluées comme les solutions de base.

## 2. Qualification

Pour être qualifié, un soumissionnaire doit remplir les conditions suivantes :

- a) ne pas avoir été disqualifié pour les critères d'éligibilité, d'inexistence d'antécédents de non-exécution de marché, d'incohérence majeure dans l'offre, de fourniture de l'autorisation du fabricant si elle est requise, de non-conformité de l'offre et le critère financier ;
- b) avoir répondu au seuil minimum pour les critères suivants :
  - i. Avoir un Chiffre d'affaire annuel (ou Chiffre d'affaire moyen) sur les trois (3) dernières années (2023, 2024 et 2025), d'un montant supérieur ou égal à huit cent millions (800 000 000) Francs CFA ;
  - ii. Avoir réalisé deux (02) projets de nature et de complexité comparables à celles des prestations objet de cet appel d'offres au cours des cinq (5) dernières années (2021, 2022, 2023, 2024 et 2025) avec une valeur minimum pour chaque projet de 450 000 000 F CFA, qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés, pour l'essentiel.
  - iii. présenter des pièces attestant que le soumissionnaire dispose de liquidités ou a à sa disposition des facilités de crédit (lignes de crédit, lettre de crédit irrévocable, etc.) d'un montant au moins équivalent à 50% de son offre. ;
  - iv. présenter les pièces relatives aux moyens humains et matériels disponibles;
  - v. présenter en original ou copie certifiée conforme, les pièces administratives et fiscales exigibles au Mali : quitus fiscal, attestation INPS, Carte d'identification fiscale, attestation OMH, certificat de non-faillite, attestant que le soumissionnaire est en règle à la date 31 décembre 2025.

## **Section IV :**

# **FORMULAIRES DE SOUMISSION**

## Section IV : Formulaires de soumission

### Table des matières

<b>1.</b>	<b>Formulaire de l'offre (en cas d'offres en lot unique).....</b>	<b>49</b>
<b>3.</b>	<b>Modèle de garantie de soumission (Garantie bancaire) .....</b>	<b>53</b>
<b>4.</b>	<b>Modèle d'engagement « Environnemental et Social ».....</b>	<b>55</b>
<b>5.</b>	<b>Bordereau des prix et Détail Quantitatif Estimatif.....</b>	<b>56</b>
<b>6.</b>	<b>Formulaires de proposition technique .....</b>	<b>63</b>
a.	Méthode de Travail.....	64
b.	Programme/Calendrier de Mobilisation .....	65
c.	Programme/Calendrier de Livraison et d'installation.....	66
d.	Modèle d'autorisation du fabricant.....	67
e.	Formulaire – Pièces de recharge.....	68
f.	Modèle d'engagement de fourniture de pièces rechanges.....	69
g.	Formulaire - Formation.....	70
h.	Formulaire – Spécifications techniques.....	71
i.	Formulaires - Autres .....	72
<b>7.</b>	<b>Qualification du Soumissionnaire.....</b>	<b>73</b>



## 1. Formulaire de l'offre (en cas d'offres en lot unique)

Le Soumissionnaire doit présenter l'Offre en utilisant le papier à en-tête indiquant le nom complet et l'adresse du Soumissionnaire.

Date : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No. : \_\_\_\_\_

À : **Monsieur le Délégué du Directeur Général de l'ASECNA au Mali BP : E1126 Tél : +223 20 28 38 23 – Télécopie : +223 20 28 38 24 Bamako.**

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier d'appel d'offres, y compris l'additif/ les additifs No. : \_\_\_\_\_ ; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous nous engageons à exécuter et achever conformément au Dossier d'appel d'offres et aux Spécifications et plans, les prestations ci-après : *[insérer une brève description des prestations]* dans un délai de \_\_\_\_\_ *(jours ou mois)*;;
- c) Le prix total de notre offre, hors rabais offerts à l'alinéa (d) ci-après est de : *[Prix total de l'offre en lettres et en chiffres]* ;
- d) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants : \_\_\_\_\_;
- e) Notre offre demeurera valide pendant une période de **180** jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres dans le Dossier d'appel d'offres ; cette offre continuera de nous engager et peut être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;
- f) Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du marché qui fait l'objet de la présente offre, conformément au Dossier d'appel d'offres;
- g) Nous, y compris tous sous-traitants ou fournisseurs intervenant en rapport avec une quelconque partie du marché qui fait l'objet de la présente offre, ne nous trouvons pas dans une situation de conflit d'intérêt définie à la clause 4.1(a) des Instructions aux soumissionnaires;
- h) Nous, y compris tous sous-traitants ou fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché, remplissons toutes les conditions d'admissibilité aux marchés de l'ASECNA et avons la nationalité de pays éligibles en conformité avec la clause 4.2 des Instructions aux soumissionnaires.
- i) Nous ne participons pas, en qualité de soumissionnaires ou sous-traitant, à plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres conformément à la clause 4.4 des Instructions aux soumissionnaires, autre que des offres « variantes » présentées conformément à la clause 13 des Instructions aux soumissionnaires;
- j) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, n'avons pas été exclus par l'ASECNA, et/ou nous ne faisons pas l'objet de sanction de la part de l'Union Africaine, l'Union Européenne ou les Nations-Unies par le moyen de liste d'exclusion établies par ces institutions, conformément aux dispositions de la clause 4.5 des Instructions aux soumissionnaires;

- k) Nous ne sommes pas une entreprise publique ou nous satisfaisons aux spécifications de la clause 4.7 des Instructions aux soumissionnaires;
- l) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, nous nous engageons à fournir toute pièce que l'ASECNA serait amené à demander dans le cadre de ses vérifications, conformément aux dispositions de la clause 4.8 des Instructions aux soumissionnaires;
- m) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, attestons avoir pris connaissance des Cahiers des Clauses Administratives Générales et Particulières ainsi que des Cahiers des Clauses Techniques Générales et Particulières et acceptons à nous y conformer sans aucune réserve;
- n) Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre figurant dans la notification d'attribution du Marché, que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché officiel soit établi et signé;
- o) Il est entendu par nous que vous n'êtes pas tenus d'accepter l'offre de moindre coût, ni l'une quelconque des offres que vous pouvez recevoir.

Nom \_\_\_\_\_ En tant que \_\_\_\_\_  
Signature \_\_\_\_\_  
Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de \_\_\_\_\_  
En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_



## Annexe à la soumission - Libellé des prix dans la ou les monnaies de l'offre

***Prix libellé entièrement en franc CFA avec un pourcentage en monnaies étrangères.***

Nom des monnaies	(A) Montant	(B) Taux de change	(C) Equivalent en en monnaie locale	(D) Pourcentage du Montant de l'Offre
- Monnaie en monnaie locale				
- Monnaie étrangère 1				
- Monnaie étrangère 2				
Total				

Fait à [...] le [ ]

Signature du Soumissionnaire

### 3. Modèle de garantie de soumission (Garantie bancaire)

\_\_\_\_\_ [insérer le nom de la banque, et l'adresse de l'agence émettrice]

Bénéficiaire : **L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), ayant son siège social à Dakar (Sénégal), 32 – 38, Avenue Jean Jaurès BP 3144**

Date : \_\_\_\_\_ [insérer date]

Garantie de soumission no. : \_\_\_\_\_ [insérer No de garantie]

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_ [insérer nom de soumissionnaire] (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») a répondu à votre appel d'offres en date du \_\_\_\_\_ [insérer date de l'avis d'appel d'offres] pour l'exécution de [nom de marché] en réponse à l'AON No. \_\_\_\_\_ [insérer no de l'avis d'appel d'offres] (ci-après dénommée « l'Offre »).

En vertu des dispositions du Dossier d'appel d'offres, l'offre doit être accompagnée d'une garantie de soumission.

A la demande de [insérer le nom du Maître de l'Ouvrage], nous \_\_\_\_\_ [nom de la banque ou autre établissement financier et l'adresse complète] (ci-après dénommée "la Banque ou \_\_\_\_\_"), nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de \_\_\_\_\_ [insérer la somme en chiffres en F CFA ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible].  
\_\_\_\_\_ [insérer la somme en lettres].

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l'Offre, à savoir :

- a) s'il retire l'Offre pendant la période de validité qu'il a spécifiée dans la lettre de soumission de l'offre; ou
- b) si, s'étant vu notifier l'acceptation de l'Offre par l'ASECNA pendant la période de validité telle qu'indiquée dans la lettre de soumission de l'offre ou prorogée par l'ASECNA avant l'expiration de cette période, il:
  - i. ne signe pas le Marché ; ou;
  - ii. ne fournit pas la garantie de bonne réalisation du Marché, s'il est tenu de le faire ainsi qu'il est prévu dans clause 42 des Instructions aux Soumissionnaires.

La présente garantie expire (a) si le Marché est octroyé au Soumissionnaire, lorsque nous recevons une copie du Marché signé et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du Soumissionnaire ; ou (b) si le Marché n'est pas octroyé au Soumissionnaire, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevons copie de votre notification au Soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu, ou (ii) trente (30) jours après l'expiration de l'Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard. La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de Commerce Internationale (CCI) relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 458.

Nom : [nom complet de la personne signataire]

Titre [capacité juridique de la personne signataire]

Signé [signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]

#### 4. Modèle d'engagement « Environnemental et Social »

J'ai pris bonne note de l'importance que revêt le respect des normes environnementales et sociales.

Je soussigné [.....] en ma qualité de représentant dûment habilité du Fournisseur [.....] ;

Dans le cadre de la remise d'une offre pour *[les prestations .....]* conformément au Dossier d'Appel d'Offre N° [.....], m'engage à respecter et à faire respecter par l'ensemble de mes sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale en matière de protection de l'environnement et de droit du travail dont les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales en matière d'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au *[indiquer le pays de réalisation du Projet]*.

En outre, je m'engage également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnemental et social ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fourni(e) par le Maître d'Ouvrage.

Fait à [...] le [...]

Signature du Soumissionnaire

## 5. Bordereau des prix et Détail Quantitatif Estimatif

### 5.1. *Note à l'attention des soumissionnaires et doit être supprimée dans l'offre*

#### **DÉTAIL ESTIMATIF – BORDEREAU DES PRIX (Equipements)**

#### **DIRECTIVES GÉNÉRALES**

Ce détail estimatif – bordereau des prix doit être lu conjointement avec les conditions et spécifications générales et particulières du contrat.

Le Fournisseur sera réputé avoir examiné en détail les plans et spécifications, s'être rendu sur le site et avoir pris connaissance tant des prestations à effectuer que de la manière de les effectuer ainsi que des normes et règles à appliquer.

Les quantités indiquées dans ces documents sont données à titre indicatif. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme garantissant les quantités exactes qui doivent être approvisionnées et qui sont de la responsabilité du Fournisseur.

Chaque rubrique du détail estimatif – bordereau de prix doit faire l'objet d'un montant chiffré. Toutefois dans les cas exceptionnels où une rubrique ne serait pas remplie, le Fournisseur précisera sous quelle rubrique il a intégré les montants correspondants.

Tous les prix indiqués dans le détail estimatif – bordereau de prix s'entendent hors taxes et hors droits d'entrées du matériel ; les autres charges, droits divers et frais annexes sont à la charge du Fournisseur.

Tout travail complémentaire assuré pour remédier à des défauts constatés, ou pour remplacer du matériel ou installation non conforme du fait du Fournisseur, ne sera pas pris en compte lors de la détermination du montant affecté à chaque rubrique d'équipements, fournitures ou de travaux d'installation.

Les prix indiqués prendront en compte toutes les conditions de garantie et des conditions spécifiques prévues aux spécifications techniques.



## 5.2. CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

**Réalisation d'une centrale solaire photovoltaïque, avec stockage, d'une puissance de 250 kWc au siège de la Délégation sis à Bamako.  
(Pouvant prendre en charge une puissance totale de site d'au moins 80 000 W pour une autonomie de 12H)**

N°	Désignation	Unité	PU en chiffres (FCFA)	PU en lettres (FCFA)
<b>A</b>	<b>EQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURE</b>			
A1	Fourniture et pose de Panneaux solaires photovoltaïques à double vitrage, monocristallins 720Wc, type Longi Hi-MO-720 ou équivalent	u		
A2	Structures de support des panneaux	u		
A3	Fourniture et pose de batteries solaires de 614.4 V, 215 kWh	u		
A4	Fourniture et pose d'onduleurs PV triphasés (Puissance d'entrée max=150kW, puissance nominale de sortie =110 kW), type Deye SUN 100K PCSL01HP3 ou équivalent	u		
A5	Câble U1000 RDV 3X16mm souple	m		
A6	Câble souple PVR - 6mm (Rouge -Noir)	u		
A7	Câble souple BVR - 95mm (Rouge -Noir)	u		
A8	Câble à noyau unique 300mm	m		
A9	Rouleaux de gaine serpent Q13.	u		
A10	PV Combiner box (PVCB0801)	u		
A11	Fourniture et pose de Coffrets de protection (équipés de disjoncteurs AC-DC, de parafoudres, etc.)	u		
A12	Fourniture et pose d'Inverseur Automatique 4P/250A	u		
A13	Chemin des câbles (Barres de goulotte) 100/100	u		
A14	Adduction d'eau pour l'entretien des panneaux photovoltaïques	u		
A15	Mise en place du réseau et du puits de terre, y compris accessoires et toutes sujétions	ens		
A16	Fourniture et pose de Paratonnerre pour la protection des installation	u		
A17	Tubes de protection des câbles électriques PVC110	u		
A18	Construction local technique (voir plans)	b		
A19	Nettoyage, nivellement du sol et fixation des supports des panneaux du champ solaire	ens		

<b>B</b>	<b>FORMATION</b>			
B1	Formation usine	u		
B2	Formation sur site des agents de maintenance sur la supervision et la maintenance des installations solaires, pendant 05 jours (y compris pause déjeuner et frais de transport)	ens		
<b>C</b>	<b>DOSSIERS D'EXECUTION</b>			
C1	Fourniture des dossiers d'exécution (schémas des tableaux, notes de calcul et les fiches techniques des différents équipements)	lot		

Fait à [...] le [ ]

Signature du Soumissionnaire

### 5.3. CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ESTIMATIF

**Réalisation d'une centrale solaire photovoltaïque, avec stockage, d'une puissance de 250 kWc au siège de la Délégation sis à Bamako.  
(Pouvant prendre en charge une puissance totale de site d'au moins 80 000 W pour une autonomie de 12H)**

N°	Désignation	Unité	Quantité	Marque	Type	PU (FCFA)	Montant (FCFA)
<b>A</b>	<b>EQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURE</b>						
A1	Fourniture et pose de Panneaux solaires photovoltaïques à double vitrage, monocristallins 720Wc, type Longi Hi-MO-720 ou équivalent	u	350				
A2	Structures de support des panneaux	u	350				
A3	Fourniture et pose de batteries solaires de 614.4 V, 215 kWh	u	2				
A4	Fourniture et pose d'onduleurs PV triphasés (Puissance d'entrée max=150kW, puissance nominale de sortie =110 kW), type Deye SUN 100K PCSL01HP3 ou équivalent	u	2				
A5	Câble U1000 RDV 3X16mm souple	m	600				
A6	Câble souple PVR - 6mm (Rouge -Noir)	u	1200				
A7	Câble souple BVR - 95mm (Rouge -Noir)	u	60				
A8	Câble à noyau unique 300mm	m	1000				
A9	Rouleaux de gaine serpent Q13.	u	45				
A10	PV Combiner box (PVCB0801)	u	14				
A11	Fourniture et pose de Coffrets de protection (équipés de disjoncteurs AC-DC, de parafoudres, etc.)	u	4				
A12	Fourniture et pose d'Inverseur Automatique 4P/250A	u	1				
A13	Chemin des câbles (Barres de goulotte) 100/100	u	30				
A14	Adduction d'eau pour l'entretien des panneaux photovoltaïques	u	5				

A15	Mise en place de réseaux et puits de terre, y compris accessoires et toutes sujétions	ens	3				
A16	Fourniture et pose de Paratonnerre pour la protection des installation	u	1				
A17	Tubes de protection des câbles électriques PVC110	u	200				
A18	Construction local technique (voir plans)	b	1				
A19	Nettoyage, nivellement du sol et fixation des supports des panneaux du champ solaire	ens	ff				
<b>Sous-total A</b>							
<b>B</b>	<b>FORMATION</b>						
B1	Formation usine	u	2				
B2	Formation sur site des agents de maintenance sur la supervision et la maintenance des installations solaires, pendant 05 jours (y compris pause déjeuner et frais de transport)	ens	ff				
<b>Sous-total B</b>							
<b>C</b>	<b>DOSSIERS D'EXECUTION</b>						
C1	Fourniture des dossiers d'exécution (schémas des tableaux, notes de calcul et les fiches techniques des différents équipements)	lot	02				
<b>Sous-total C</b>							
<b>TOTAL</b>							

Arrêté le présent devis à la somme de .....(.....) Francs CFA.

Fait à [....] le [                      ]

Signature du Soumissionnaire

**CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ESTIMATIF DU LOCAL TECHNIQUE**

N°	DESIGNATION	U	QUANTITE	P.U	MONTANT
<b>I</b>	<b>TERRASSEMENT-IMPLANTATION</b>				
1	Préparation du terrain - Implantation				-
2	Fouille en rigole et pour semelles	m3	21,6		
3	Remblais provenant des fouilles	m3			
4	Remblais d'apport	m3	24,233		
	<b>SOUS TOTAL 1</b>				
<b>II</b>	<b>FONDATIONS</b>				
1	Béton de propreté dosé à 150kg/m3	m3	1,71		
2	Maçonnerie en agglos plein de 20x20x40	m2	48		
3	B-A pour semelles isolées et poteaux d'attente dosé à 350/m3	m3	2,9983		
4	B-A pour longrine dosé à 350kg/m3	m3	1,92		
5	Béton de forme dosé à 250kg/m3 ep 0,05	m3	4,3		
6	Nettoyage, nivellement et fixation support panneaux	m3	1		
7		m3	0,338		
	<b>SOUS TOTAL 2</b>				
<b>III</b>	<b>ELEVATIONS</b>				
1	Maçonnerie en agglos creux de 15x20x40	m2	199,3		
2	B-A pour poteaux linteaux, allèges, auvents, chainages et poutres dosé à 350kg/m3	m3	6,56		
3	B-A pour l'escalier dosé à 350kg/m3	m3	3,315		
	<b>SOUS TOTAL 3</b>				
<b>IV</b>	<b>COUVERTURE- TOITURE</b>				
1	Dalle à Hourdis creux 15+5	m2	84		
2	F/P Goutière en Béton	Ens	10		
	<b>SOUS TOTAL 4</b>				
<b>V</b>	<b>Menuiserie</b>				
1	F/P Porte Métal Vitree+ Grille 2m/2,20		1		
2	F/P Fenetre métal vitrée 1m/0,40m		5		
3					
4	F/P Garde corps métal pour Balcon		1		
5	F/P Garde corps métal pour l'escalier		1		
	<b>SOUS TOTAL 5</b>				
<b>VI</b>	<b>ELECTRICITE</b>				
1	FILERIE ET GAINAGE		4		
2	F/P Interrupteur simple allumage		2		
3	F/P Interrupteur double allumage		2		
4	F/P Interrupteur va et vien		2		
5	F/P Prise de courant ordinaire		10		
6					
7					

8	F/P Hublot étanche		10		
9	F/P Climatiseur split 2,5		2		
	<b>SOUS TOTAL 6</b>				
<b>VII</b>	<b>ENDUIT - REVETEMENT</b>				
1	Enduit verticaux dosés à 300kg/m3	m2	334,01		
2	Enduit horizontaux dosés à 300kg/m3	m2	62,57		
3	F/P carreaux de grès cérame	m2	70,67		
4	F/P plinthe en grès cérame	ml	40		
	<b>SOUS TOTAL 7</b>				
<b>VIII</b>	<b>PEINTURE</b>				
1	Peinture fom extérieure		150,8		
2	Peinture fom intérieure		183,21		
3	Peinture à huile		1		
	<b>SOUS TOTAL 8</b>				
	<b>S1+S2+S3+S4+S5+S6+S7+S8 : TOTAL GENERAL</b>				

## 6. Formulaires de proposition technique

a.	Méthode de Travail.....	64
b.	Programme/Calendrier de Mobilisation .....	65
c.	Programme/Calendrier de Livraison et d'installation.....	66
d.	Modèle d'autorisation du fabricant.....	67
e.	Formulaire – Pièces de recharge.....	68
f.	Modèle d'engagement de fourniture de pièces rechanges .....	69
g.	Formulaire - Formation.....	70
h.	Formulaire – Spécifications techniques.....	71
i.	Formulaires - Autres .....	72

### **a. Méthode de Travail**

*Le Soumissionnaire devra exposer la méthodologie qu'il suivra pour l'exécution des prestations en fonction des spécifications techniques, des plans, des moyens qu'il mettra en œuvre, de sa compréhension de la spécificité du projet, de l'environnement, etc.*

*Le Soumissionnaire précisera également l'approche utilisée pour la livraison et l'installation des Équipements, les essais et la mise en service opérationnel. Il indiquera en outre les principales dispositions retenues et précisera en particulier :*

- *la solution technique proposée en mettant en exergue l'aspect rénovateur par rapport à la situation actuelle ;*
- *les dispositions provisoires envisagées pour perturber le moins possible le fonctionnement de l'aéroport,*
- *le système d'assurance qualité et le plan de maîtrise des risques.*



## **b. Programme/Calendrier de Mobilisation**

*Le Soumissionnaire devra exposer de façon claire et précise son calendrier de mobilisation.*

**c. Programme/Calendrier de Livraison et d'installation**

*Les délais de fabrication, d'essais en usine, de transports, de livraison site, d'installation et toutes les phases charnières du projet. Le planning détaillé devra être cohérent avec le programme de travail proposé par le Soumissionnaire et les exigences du CCTP.*

**d. Modèle d'autorisation du fabricant**

*[Le Soumissionnaire exige du Fabricant qu'il prépare cette lettre conformément aux indications entre crochets. Cette lettre d'autorisation doit être à l'en tête du Fabricant et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire inclut cette lettre dans son offre, si elle est exigée dans les DPAO]*

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AOI No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*

Variante No. : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

A: *[insérer nom complet du Maître d'Ouvrage figurant sur l'AOON]*

ATTENDU QUE :

*[insérer le nom complet du Fabricant]* sommes fabricant réputé de *[indiquer les fournitures produites]* ayant nos usines *[indiquer adresse complète de l'usine]*

Nous autorisons par la présente *[indiquer le nom complet du Soumissionnaire]* à présenter une offre, et à éventuellement signer un marché avec vous pour l'Appel d'Offres N° *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]* pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants pour les fournitures offertes par le Fournisseur ci-dessus pour cet Appel d'Offres.

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'autorisation]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer l'habilitation pour et au nom de *[insérer le nom complet du Fabricant]*

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ *[Insérer la date de signature]*

**e. Formulaire – Pièces de recharge**

*La liste détaillée des outillages, appareils de mesures, pièces de rechanges, instruments et consommables nécessaires à l'exploitation et la maintenance des équipements proposés et pour couvrir les besoins pendant la période indiquée au DAO.*

#### **f. Modèle d'engagement de fourniture de pièces rechanges**

Je soussigné : .....

.....

Agissant en tant que : .....

.....

De la société (ou entreprise) .....

.....

Objet du marché : .....

.....

Déclare, dans le cas ou notre société : .....

Sera attributaire du présent marché, elle s'engage à fournir les pièces de rechange pour la maintenance des équipements proposés pendant une durée minimale de dix (10) ans.

Nom : [nom complet de la personne signataire]

Titre [capacité juridique de la personne signataire]

Adresse [adresse du Fournisseur]

Signé [signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus et cachet]

Date

#### **g. Formulaire - Formation**

*Le Soumissionnaire décrira le programme détaillé de formation et l'approche envisagée pour effectuer cette formation à la satisfaction du Maître d'Ouvrage.*

#### **h. Formulaire – Spécifications techniques**

*Les Spécifications techniques et caractéristiques essentielles des fournitures et équipements proposés, leur conformité ou non-conformité aux exigences des spécifications et plans, et aux documents normatifs internationaux énumérés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG).*

*Une liste de conformité avec les spécifications techniques (générales et particulières) faisant clairement apparaître les différences.*

## **i. Formulaires - Autres**

*Tous autres éléments, documents ou informations établissant que les Fournitures, Équipements et Services connexes sont conformes aux Spécifications techniques et permettant au Maître d'Ouvrage d'évaluer techniquement l'offre.*



## 7. Qualification du Soumissionnaire

Appel d'offres: \_\_\_\_\_ (indiquer le numéro d'identification de l'Avis d'Appel d'Offres et le cas échéant, du projet)

**(Information à fournir par le soumissionnaire individuel ou membre individuel de groupements en annexe à la soumission)**

### 1. Soumissionnaires individuels ou membres individuels de groupements:

#### 1.1. Constitution ou statut juridique du Soumissionnaire *[Joindre une copie]*

Lieu d'enregistrement : \_\_\_\_\_  
Adresse exacte : \_\_\_\_\_  
Boîte postale: \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Télécopie : \_\_\_\_\_  
Adresse électronique : \_\_\_\_\_  
Numéro Registre de Commerce : \_\_\_\_\_  
Lieu d'inscription : \_\_\_\_\_  
No de l'agrément : \_\_\_\_\_  
Date de validité : \_\_\_\_\_  
Principal lieu d'activité : \_\_\_\_\_

Procuration du signataire de la soumission *[Pièce jointe]*

#### 1.2. Volume annuel total de marchés d'équipements réalisés pendant la période définie dans les DPAO, en franc CFA:

Années	Montant
200..	_____
201..	_____
201..	_____
201..	_____
201..	_____

1.3. Réalisations en tant que Fournisseur principal, dans le cadre des prestations de type et de volume analogues au cours de la période définie dans les DPAO. Exprimer les valeurs en Franc CFA. *(joindre obligatoirement les PV de réception ou toutes autres pièces justificatives fournies par le Maître d'Ouvrage)*

Nom du projet	Nom du client	Type de travaux et année d'achèvement	Valeur du marché	Référence du PV de réception

1.4. Les matériels et outillages indispensables à la réalisation des prestations *(joindre obligatoirement les pièces justificatives de possession ou de location)* :

Matériel et Equipement	Marque et âge (nombre d'années)	Etat (neuf, bon, médiocre) et nombre disponible	Acheté, loué (à qui?), à acheter (à qui?)

1.5. Qualifications et expériences du personnel clé chargé de l'administration et de la réalisation du Marché. *(Joindre obligatoirement une copie des diplômes ainsi que les curriculum vitae signés leurs titulaires.)*

Postes	Nom, prénom et Diplôme	Ancienneté	Expérience en similaires (nombre de projets)	Expérience au poste	Expérience spécifique (nombre de projets)

1.6. Marchés de sous-traitance envisagés et sous-traitants concernés.

Sections des prestations	Valeur du marché de sous-traitance	sous-traitants (nom et adresse)	Expérience en matière de prestations analogues

1.7. Communication des états financiers des années précisées dans les DPAO (bilans, comptes de résultats, rapports d'audit, éventuellement attestation bancaire etc.). Enumérer les documents disponibles ci-dessous et joindre un exemplaire audités, vérifié ou certifié par un expert comptable agréé.

Les documents peuvent être dans leur langue originale, toutefois, si les documents ne sont pas en français, une traduction certifiée des données principales devra être fournie. Enumérer les documents demandés dans les DPAO et joindre un exemplaire.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

1.8. Pièces établissant que le Soumissionnaire a accès aux ressources financières voulues pour pouvoir répondre aux critères de qualification (liquidités, lignes de crédit, etc.). Enumérer les pièces disponibles ci-dessous et joindre un exemplaire.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

1.9. Nom, adresse et numéros de téléphone, de télex et de télécopie des banques du Soumissionnaire susceptibles de fournir des références si l'autorité contractante leur en fait la demande.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

1.10. Renseignements concernant les litiges auxquels le Soumissionnaire est actuellement partie.

Autre(s) partie(s)	Cause du litige	Montant en jeu

1.11 . Joindre l'original ou la copie certifiée conforme des pièces administratives requises (fiscales parafiscales) par les DPAO.

1.12 La disponibilité du service après vente : Décrire comment et par qui sera assuré le service après ventes [*joindre les pièce justificatives*]

## **2. Pour les groupements d'entreprises**

2.1 Les renseignements indiqués aux lignes 1 à 1.12 qui précèdent devront être fournis par chaque membre du groupement.

2.2 Joindre la procuration autorisant le ou les signataires de la soumission à signer celle-ci au nom du groupement.

2.3 Joindre l'accord (ou le projet) d'association entre tous les membres du groupement, qui engage ceux-ci et qui indique :

- (a) que tous les membres du groupement sont solidairement responsables de l'exécution du Marché, conformément aux dispositions dudit Marché ;
- (b) que l'un des membres est désigné comme mandataire commun du groupement et est habilité à assumer les responsabilités et à recevoir les instructions pour le compte et au nom de chacun et de tous les membres du groupement ; et
- (c) que l'exécution de l'ensemble du Marché, y compris les paiements, est exclusivement confiée au mandataire commun.

Je déclare sur l'honneur que les renseignements contenus dans la présente fiche de qualification sont vrais. En outre, je déclare, avoir pris connaissance des dispositions des articles 83, 84 et 85 de la Règlementation des Marchés de Toutes Natures (RMTN) passés au nom de l'ASECNA du 04 juillet 2013 et ses conséquences de droit qui s'y rattachent. Enfin, j'autorise l'ASECNA, à vérifier, le cas échéant, la véracité de ces renseignements soit, par des visites dans mes locaux, soit par des investigations auprès des services compétents.

....., le.....

Signature du responsable

## **PARTIE II : SPECIFICATIONS DES PRESTATIONS**

## **Section V**

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES**

## Section V : Cahier des Clauses Techniques

### I. ) Cahier des Clauses Techniques Particulières

#### A. OBJET DU PROJET ET DESCRIPTION DU BESOIN

Le secteur de l'électricité au Mali est confronté à un important besoin d'investissement tant en matière d'infrastructures de production qu'en infrastructures de distribution pour faire face à la demande sans cesse croissante d'énergie électrique des populations dans tous les secteurs d'activités économique et sociale. Le taux de croissance des besoins en énergie électrique est estimé à plus de 10% en moyenne par an. Aussi, il faut noter que les sources de production d'électricité de plusieurs localités du Mali sont des centrales thermiques isolées. Au regard de cette croissance de besoins et des conditions rudes d'exploitation des centrales (climat et difficultés d'approvisionnement en consommables et carburant de qualité), les groupes électrogènes s'épuisent prématurément et deviennent obsolètes.

Pour soutenir le développement du secteur de l'énergie et assurer l'équilibre entre l'offre et la demande, il importe d'introduire des ressources alternatives, facilement mobilisables dans le mix énergétique conformément à la Politique Énergétique Nationale.

D'ailleurs, les réformes entreprises par le Gouvernement du Mali depuis plusieurs décennies sont orientées vers l'utilisation de plus en plus croissante des énergies renouvelables, notamment les ressources solaires. Il s'agit entre autres :

- De la Politique Énergétique Nationale de février 2006 (en cours de révision) ;
- De la Stratégie Nationale pour le Développement des Energies Renouvelables de décembre 2006 ;
- Des cadres de référence de l'énergie domestique et de l'électrification rurale.

Face à la crise énergétique que traverse actuellement le pays caractérisée par des délestages intempestifs de charges électriques par EDM (Energie du Mali), et au regard des difficultés en approvisionnement en carburant ayant impacté négativement le potentiel d'alimentation, par les groupes électrogènes de secours, des charges électriques de ses services, la Délégation de l'ASECNA au Mali se propose de réaliser une centrale solaire photovoltaïque au niveau de son siège à Bamako. Ce projet permettra ainsi d'assurer la continuité d'un service de sécurité de la navigation aérienne de haut niveau et de contribuer à l'amélioration de la sûreté de l'aviation civile. En outre, ceci permettra de limiter aux cas exceptionnels l'utilisation, onéreuse, des groupes électrogènes de secours.

Ce projet de réalisation de centrale solaire photovoltaïque, d'une capacité de 250 kWc, prendra également en compte la présence déjà sur site d'un groupe électrogène de 440kVA et d'un autre de 150kVA. Il sera, en effet, réalisé un système d'inversion de sources entre la centrale solaire susvisée et ces deux groupes électrogènes.

#### B. NORMES ET REGLEMENTS

Les principaux textes qui soutiennent le développement du secteur de l'énergie au Mali en ouvrant le secteur aux entreprises privées et à d'autres partenariats stratégiques sont :

- L'ordonnance n°00-019/P-RM Du 15 Mars 2000 portant organisation du secteur de l'électricité. Dans ce texte, l'Etat malien consacre le principe de la libre concurrence des acteurs énergétiques sur le marché. L'Ordonnance permet l'introduction des nouveaux statuts tels que les auto-producteurs, l'affermage, la délégation de service public, ainsi que de nouveaux acteurs tels que l'acheteur unique, les exploitants de mini-réseaux isolés, les concessionnaires et les producteurs indépendants. Cette réglementation libéralise les fonctions traditionnelles du secteur à savoir la production, le transport et la distribution. Elle libéralise également l'importation et l'exportation d'électricité. Elle répartit le marché des clients en plusieurs zones : les centres

urbains, semi urbains et ruraux. Cette ordonnance pose le principe de la libre contractualisation des tarifs d'électricité pour toutes les branches et segments du secteur. Il revient à tout producteur, auto producteur, producteur indépendant, exportateur ou importateur de conclure un contrat d'achat d'énergie lequel est soumis et approuvé par la Commission de régulation de l'électricité ;

¶ Le Cadre de Référence pour l'Electrification Rurale, adopté en 2003 vise à soutenir le développement de l'électrification rurale et à satisfaire les besoins progressivement croissants des populations du milieu rural à travers l'instauration d'un Partenariat Public Privé matérialisé par la délivrance d'Autorisations d'Electrification Rurale et l'octroi subventions d'investissements aux Opérateurs Privés à travers le fonds d'électrification rurale. L'attribution des autorisations et l'octroi de subvention se font toujours sur base d'une concurrence organisée entre opérateurs privés intéressés par un même périmètre. L'opérateur qui offre les meilleures conditions d'électrification rurale remporte la compétition. La méthodologie est basée sur trois approches à l'issue desquelles une Autorisation d'Electrification Rurale est délivrée exclusivement à un opérateur par le Ministre chargé de l'énergie sur proposition de l'AMADER pour 12 ans ou 15 ans en fonction de la puissance installée : Appels à propositions, Appels d'Offres et les Projets candidature spontanées. Afin de soutenir la mise en œuvre du cadre d'électrification rurale, des dérogations y ont été introduites sur les articles 15 et 16 de l'Ordonnance 019/P-RM du 15 mars 2000, portant organisation du secteur de l'électricité ;

¶ La loi n°061 du 30 Décembre 2016 relative aux Partenariats Public-Privé au Mali offre aux investisseurs toutes les formes des contrats d'exploitation dans la chaîne de valeur du secteur. Ce texte ouvre le service de l'énergie aux investissements directs nationaux et étrangers sans discrimination avec les garanties de l'Etat. Selon la Loi, l'appel d'offres avec pré qualification est le processus de sélection obligatoire des investisseurs, hormis les cas d'urgence nationale qui justifient une négociation directe ou des offres spontanées. La Loi prévoit des cas particuliers dont la nature n'a pas été précisée à ce jour, permettant en principe des offres spontanées.

#### Régimes d'exploitation des installations d'électricité

Le service public de l'électricité est confié par l'Etat à des opérateurs dans le cadre soit d'une Autorisation de Service Public, soit d'une Convention de Concession, délivrées dans les conditions prévues par l'Ordonnance N°019/P-RM du 15 mars 2000.

Toute personne, entité, souhaitant exercer une activité de Production à destination de tiers, doit obtenir, au préalable, selon le niveau de puissance installée envisagé, soit une Autorisation, soit une Concession.

Toute personne, entité, souhaitant exercer une activité de Distribution doit obtenir au préalable, soit une Autorisation, soit une Concession.

Toute activité, hormis celles concernant des puissances installées inférieures ou égales à 50kW, exercée sans l'obtention préalable d'une Autorisation ou d'une Concession sera punie des peines prévues à l'article 55 de l'Ordonnance 00-19 du 15 mars 2000.

#### Au sens de ladite Ordonnance :

¶ Toute production faisant appel à une source d'énergie autre que l'hydraulique, telle que l'énergie solaire ou éolienne, est assimilée à la production d'origine thermique ;

¶ Les installations électriques intérieures sont destinées à la satisfaction des besoins des particuliers. Elles ne font pas partie du réseau de distribution. Les installations d'éclairage public et les distributions privées à l'intérieur des propriétés sont traitées comme des installations intérieures.

Au titre des activités d'autoproduction d'électricité, on note ce qui suit :

Tableau 1: Activités d'autoproduction

Activités	autoproduction (propriété privée)		
	Inst. Libre	Déclaration	Autorisation (Permissionnaire)
Production	$\leq 50$ kW	$> 50 \leq 250$ kW	$> 250$ kW
Distribution	Usage personnel		
Durée			Variable selon besoins
Autorités compétentes		AMADER	DNE / AMADER

Au titre des activités de Service Public d'électricité, il est noté ce qui suit :

Tableau 2: Activités de Service Public d'électricité

Activités		service public		
		Déclaration	Autorisation (Permissionnaire)	Concession/Affermage/Gérance
Production	Thermique	$\leq 50$ kW	$> 50 \leq 250$ kW	$> 250$ kW
	Hydro	$\leq 50$ kW	Dérogation	Tout
Transport				Tout

## C. PRÉSENTATION DU SYSTÈME D'APPROVISIONNEMENT ÉLECTRIQUE DE L'AÉROPORT

La déserte en énergie électrique des bâtiments est assurée par deux sources d'énergie :

Deux générateurs diesel : un de 440kVA et un second de 150kVA.

Les générateurs diesels alimentent l'ensemble du site à travers un inverseur automatique triphasée injecté sur un jeu de barres dans le TGBT.

Les **générateurs diesels sont utilisés comme deuxième source d'alimentation** du siège.

L'inventaire des récepteurs de l'établissement présente trois grands postes de consommation :

- Les appareils pour le conditionnement de l'air (climatiseur, ventilateur)
- Les luminaires
- Les équipements techniques, informatiques et bureautiques

Une enquête au niveau des différents locaux a permis d'évaluer les consommations actuelles de chaque appareil (voir la liste des récepteurs en annexe).

Les résultats obtenus sont illustrés ci-dessous :

□ Puissance moyenne déterminée : 105 KW

□ La consommation journalière totale est estimée à 1260 KWh/j



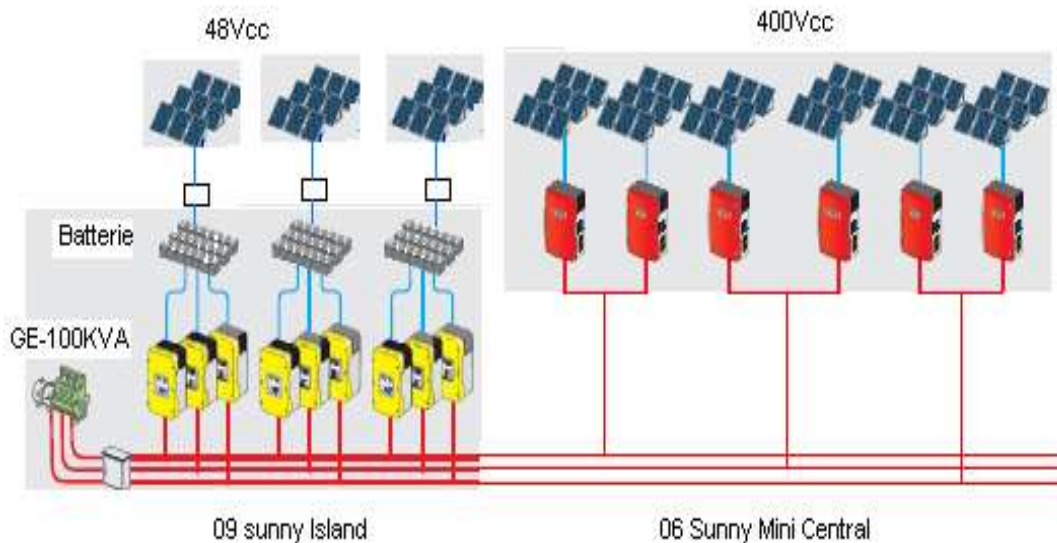
## **D. CARACTERISTIQUES DE LA CENTRALE SOLAIRE**

### **1. Principe de fonctionnement :**

Une centrale hybride de production d'électricité est une centrale combinant au minimum deux sources de génération utilisées conjointement. Lorsque le PV est utilisé comme source d'énergie renouvelable au sein d'un système hybride, on distingue essentiellement les deux configurations techniques suivantes :

▮ **Centrale PV/Diesel sans stockage (pas de batteries)** : il s'agit de la configuration la plus basique où la production PV est dans tous les cas directement exportée sur le réseau à alimenter (équivalent à une charge négative). L'avantage de cette configuration est la relative simplicité du système et un coût d'investissement limité comparé à une solution intégrant un stockage d'énergie. L'inconvénient est que le taux annuel de pénétration PV, défini comme le ratio entre l'énergie produite à partir du PV et l'énergie totale livrée par la centrale hybride au réseau sur une année, est limité. Les onduleurs PV n'étant pas sources de tension, les groupes électrogènes doivent à tout instant « former le réseau » (« grid forming » en anglais). Par conséquent, au moins un groupe électrogène doit toujours être en fonctionnement en parallèle avec la centrale photovoltaïque, y compris pendant des heures de production photovoltaïque. Cette contrainte peut entraîner un fonctionnement prolongé des groupes à faible charge, représentant un risque technique et une consommation spécifique élevée. Sans stockage, il n'est pas possible d'utiliser l'énergie produite supplémentaire si la production PV est supérieure à la charge du réseau. Cette application est souvent appelée « Fuel Saver », dans la mesure où l'objectif premier est d'économiser du carburant par rapport à un scénario 100% diesel.

▮ **Centrale PV/Diesel avec stockage (incluant un parc batteries)** : l'ajout d'un parc batteries au système décrit précédemment permet d'augmenter significativement le taux annuel de pénétration PV. Cela autorise une plus grande flexibilité pour l'exploitation des groupes électrogènes. En plus des batteries, cette configuration nécessite des onduleurs batteries capables de « former le réseau » en l'absence des groupes. Ainsi, les groupes diesel peuvent être complètement arrêtés pendant les phases où la production PV est supérieure à la consommation, entraînant une économie additionnelle de carburant, une réduction des heures de fonctionnement à faible charge et donc des coûts de maintenance. En cas de surplus de production PV pendant la journée, l'énergie peut être stockée dans les batteries et réutilisée ultérieurement, y compris pour alimenter une partie de la charge la nuit. Ce fonctionnement est appelé en anglais « load shifting », dans le sens où la production PV diurne est « déplacée » grâce à la batterie pour alimenter une charge nocturne. Ces systèmes sont d'une complexité technique plus élevée et nécessitent un personnel qualifié pour leurs bonnes exploitations et opérations de maintenance. D'un point de vue économique, ces systèmes représentent un coût d'investissement nettement supérieur à la première option décrite précédemment dû essentiellement au coût des batteries et onduleurs batteries. De plus, un coût significatif de remplacement peut être à prévoir pour les batteries en fonction du type et de la taille des batteries utilisées (typiquement de 10 à 20 ans pour les batteries lithium).

**Exemple :**

*(le schéma ci-dessus est donné uniquement à titre illustratif)*

Le système solaire à mettre en œuvre pour le renforcement de l’approvisionnement électrique du siège de la Délégation de l’ASECNA au Mali sera de type PV/EDM/Diesel/Batteries en raison de problèmes techniques des équipements clés des centrales hybrides peu de temps après leur mise en service. Ce système permet une plus grande flexibilité dans l’exploitation des systèmes et donne un taux annuel de pénétration PV plus élevé. Ainsi, dans la suite de cette étude, le terme « centrale hybride » se réfère à une centrale de type PV/EDM/Diesel/Batteries.

## 2. Description technique des composants :

### 2.1. Modules PV

Les modules PV sont composés d'un ensemble de cellules PV qui sont des composants électroniques qui, exposés à la lumière, génèrent de l'électricité. Très fragiles à l'état brut, ces composants doivent être protégés des intempéries. Cela est réalisé en face avant par une plaque de verre trempé (4 mm d'épaisseur) avec propriétés anti-réflexive et en face arrière grâce à une plaque en polymère durci (tedlar). En plus de ces protections de surface, les cellules PV sont enrobées d'une résine transparente (EVA) qui dispose de très bonnes propriétés adhésive, diélectrique (il ne conduit pas le courant), thermique, optique et d'étanchéité. Enfin, un cadre aluminium (anodisé ou pas) est rajouté pour assurer la rigidité du module et faciliter son installation. Ainsi, les cellules PV sont encapsulées pour résister aux agressions de l'environnement (UV, variations de température, atmosphères corrosives, etc.) pendant plusieurs décennies.

Actuellement, les modules PV peuvent être classés dans deux principales familles selon les matériaux et la technique utilisés pour leur fabrication :

- ▮ Modules PV en silicium cristallin (c-Si)
- ▮ Modules PV à couches minces

D'autres technologies existent mais sont plus au stade de recherche et développement (cellules PV organiques, etc.).

***Étant donné la longue expérience d'utilisation des modules au silicium cristallin, y compris dans des zones semi-désertiques, la robustesse de la technologie et l'interchangeabilité des modules en phase d'exploitation, la technologie au silicium cristallin sera utilisée en ce qui concerne le présent projet. Par ailleurs, ces modules sont couramment utilisés au Mali et dans la sous-région, facilitant la création d'un réseau de distribution de ces composants. De plus, les performances à long terme de ces modules sont aujourd'hui mieux connues que celles des autres types de modules.***

Les modules devront pouvoir justifier à l'aide de certificats et rapports de tests de leur conformité aux exigences des normes internationales suivantes :

- ▮ IEC 61215 « Modules photovoltaïques (PV) au silicium cristallin pour application terrestre - Qualification de la conception et homologation » : cette norme est dédiée aux modules de type silicium cristallin (pour application terrestre). Elle définit une garantie de qualité en matière de stabilité mécanique et de respect des paramètres électriques du module ;
- ▮ IEC 61730 : « Qualification pour la sûreté de fonctionnement des modules photovoltaïques (PV) ».

D'autres certificats et tests devront être pris en compte lors de la préparation des offres, comme les résultats des flash-tests qui servent à déterminer la puissance crête des modules, courbes de performances I(V) à faible irradiation (200, 600 et 800 W/m<sup>2</sup>), tests PID (Potential Induced Degradation). Des précisions devront être données en ce qui concerne le comportement des modules lors des premières heures de fonctionnement et d'exposition à la lumière afin d'évaluer le phénomène initial de dégradation (Light Induced Degradation – LID). Cet effet est généralement de l'ordre de 1 à 2 % de la puissance nominale des modules lors des 50 premières heures d'exposition continue à la lumière.

Les garanties offertes par les fabricants se déclinent comme suit :

- ▮ **Garantie du produit : 10 ans contre les défauts de matériel et de fabrication ;**

▮ **Garantie de puissance : 25 ans.** Le fabricant garantit une dégradation linéaire en puissance du module PV. La valeur typique est de 0.7%/an à partir de la 2e année et jusqu'à la 25e année. Ainsi, à l'année 25, la puissance du module doit être supérieure à 80% de la puissance nominale initiale.

Données techniques des modules PV :

- P/max: 720Wc:
- 51.62V
- Isc: 12.55A
- Vmp: 42.74V
- Imp: 11.94A
- Dimension: 2382\*1134\*30mm.

Garantie du produit : 10 ans.

## **2.2. Onduleurs solaires**

La fonction principale des onduleurs photovoltaïques est de convertir le courant continu produit par les modules PV en courant alternatif compatible avec les caractéristiques du réseau à alimenter. Les modules PV sont mis en série pour former des chaînes (ou « strings » en anglais) qui comprennent typiquement une quinzaine de modules PV.

- Plage de tension de la batterie: 200V-850V
- Courant de charge/de charge maximum: 120A
- Puissance d'entre e PV maximale: 150KW
- Plage de tension MPPT: 200-850V
- Puissance de sortie CA nominale: 110KW
- Fre quence et tension de sortie: 50/60Hz; 3L/N/PE
- 220/380, 230/400Vac
- Prise WIFI incluse

Garantie du produit : 05 ans.

## **2.3. Batteries solaires de stockage**

- Vol: 614.4V
- Capacite : 215KWH
- Courant de charge recommande : 140A
- Courant de charge maximum: 168A
- Tempe rature de travail: 0°C-55°C
- Dimension: 795.9\*274.2mm/123kg

Garantie du produit : 10 ans.

## **2.4. Structure de fixation**

Les modules PV sont installés sur une structure de fixation qui permet d'orienter et d'incliner les modules de façon optimale en fonction de la zone géographique du site. Pour les projets au Mali, l'orientation optimale est

Sud avec une inclinaison de  $15^\circ$ . Cette configuration permet d'augmenter l'irradiation reçue dans le plan des modules d'environ 3% par rapport à l'irradiation reçue dans un plan horizontal. L'inclinaison de  $15^\circ$  a été définie aussi pour avoir une pente suffisante permettant l'autonettoyage en cas de pluie et pour éviter une accumulation de poussières qui pourrait nuire au bon fonctionnement.

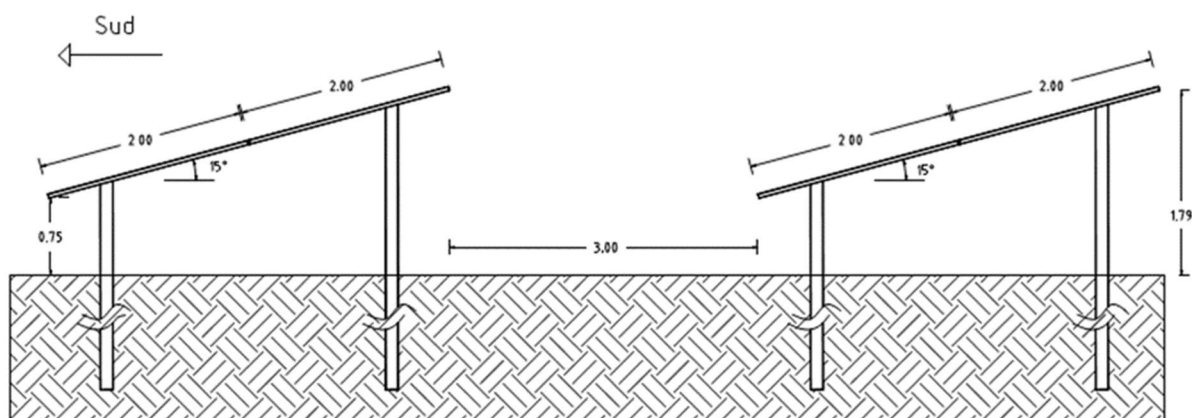
Il existe aussi des structures de fixation qui suivent le soleil au cours de la journée pour maximiser la collecte de l'énergie solaire, mais ces systèmes nécessitent une maintenance accrue des moteurs et ne se justifient pas dans le cadre du présent projet.



Plusieurs types de fondations sont généralement utilisées, pieux battus, vis de fondations ou encore béton.

Un autre paramètre important des structures de fixation est la bonne tenue à la corrosion. **Les structures en aluminium anodisé ou bien en acier galvanisé à chaud haute qualité sont recommandées.**

Enfin, les structures sont espacées de façon à permettre la circulation d'un véhicule entre les rangées et également afin de limiter l'ombrage d'une rangée sur l'autre.



- Système de positionnement solaire : Fixe
- Inclinaison :  $15,0^\circ$
- Azimut : 0
- Rayonnement solaire quotidien annuel sur le plan horizontal : 2,05 MWh/m<sup>2</sup>
- Rayonnement solaire quotidien annuel sur le plan incliné : 2,10 MWh/m<sup>2</sup>

- ▮ Rendement : 23,18 %
- ▮ Température nominale des cellules en opération : 45°C
- ▮ Coefficient de température : 0,4%
- ▮ Pertes diverses : 15%
- ▮ Facteur d'utilisation : 17,5 %
- ▮ Les panneaux choisis sont des modules poly cristallins 720 Wc inclinés à 15° plein sud et sans ombrage.

### 3. Présentation du site d'implantation de la centrale solaire

Le site de la centrale solaire est situé dans le District de Bamako, en Zone Aéroportuaire, sis route de l'Aéroport International Président Modibo KEITA-Sénou. La surface du site est de 0,5ha.

Les Coordonnées du site : 12° 33' 06.430"N      07° 57' 37.280"W

Le site destiné à l'installation de la centrale présente un relief dégagé et se trouve éloigné des zones d'habitation.

### 4. Réseau de terre, puits de terre et autres équipements

Pour les équipements non cités ci-dessus, et plus généralement pour tous les équipements, se référer également au cadre du devis et aux schémas fournis dans le DAO.

***Plus généralement et pour tous les équipements, l'Entrepreneur ne pourra en aucun cas arguer d'un environnement climatique défavorable pour justifier les pannes ou incidents qui pourraient survenir sur les équipements mis en place par ses soins.***

### 5. Documentation

L'ensemble de la documentation sera fourni en langue française, notamment le manuel d'utilisation, le manuel de maintenance, les schémas de câblage, les notes de calcul et le manuel de référence des pièces de rechange.

### 6. Formation usine

Le programme de la formation usine (pour 02 personnes) sera soumis à l'approbation de l'ASECNA avant sa mise en œuvre. La formation dispensée fera l'objet d'une évaluation.

Les billets d'avion et les indemnités de mission des agents participant à la formation sont à la charge du titulaire du marché.

L'entreprise titulaire du marché prendra en charge les frais de formation et autres frais relatifs aux pauses-déjeuner et aux transports interurbains pendant la durée de la formation usine.

Les indemnités de stages à verser à chaque stagiaire conformément aux textes en vigueur à l'ASECNA sont mentionnées à titre indicatif dans le tableau suivant :

Lieu du stage	Stagiaire	Indemnité journalière	
		Les dix premiers jours	Dès le onzième jour
Europe, Afrique du Nord, de l'Est et Australe, Comores	Technicien	138 000 F CFA	67 000 F CFA
	Ingénieur	150 000 F CFA	71 000 F CFA
Amériques et Asie	Technicien	150 000 F CFA	87 500 F CFA
	Ingénieur	174 000 F CFA	91 000 F CFA
Afrique de l'Ouest et Centrale, Madagascar	Technicien	96 000 F CFA	48 000 F CFA
	Ingénieur	102 000 F CFA	51 000 F CFA

## 7. Formation sur site

Une formation sur site des agents de maintenance de la Délégation à Bamako, pendant dix (10) jours est à prévoir. Des attestations seront délivrées à l'issue de cette formation. Les frais logistiques de la formation ainsi que les frais de mission, de voyage et d'hébergement du formateur sont à la charge de l'entreprise ou titulaire du marché.

## E. TRANSPORT

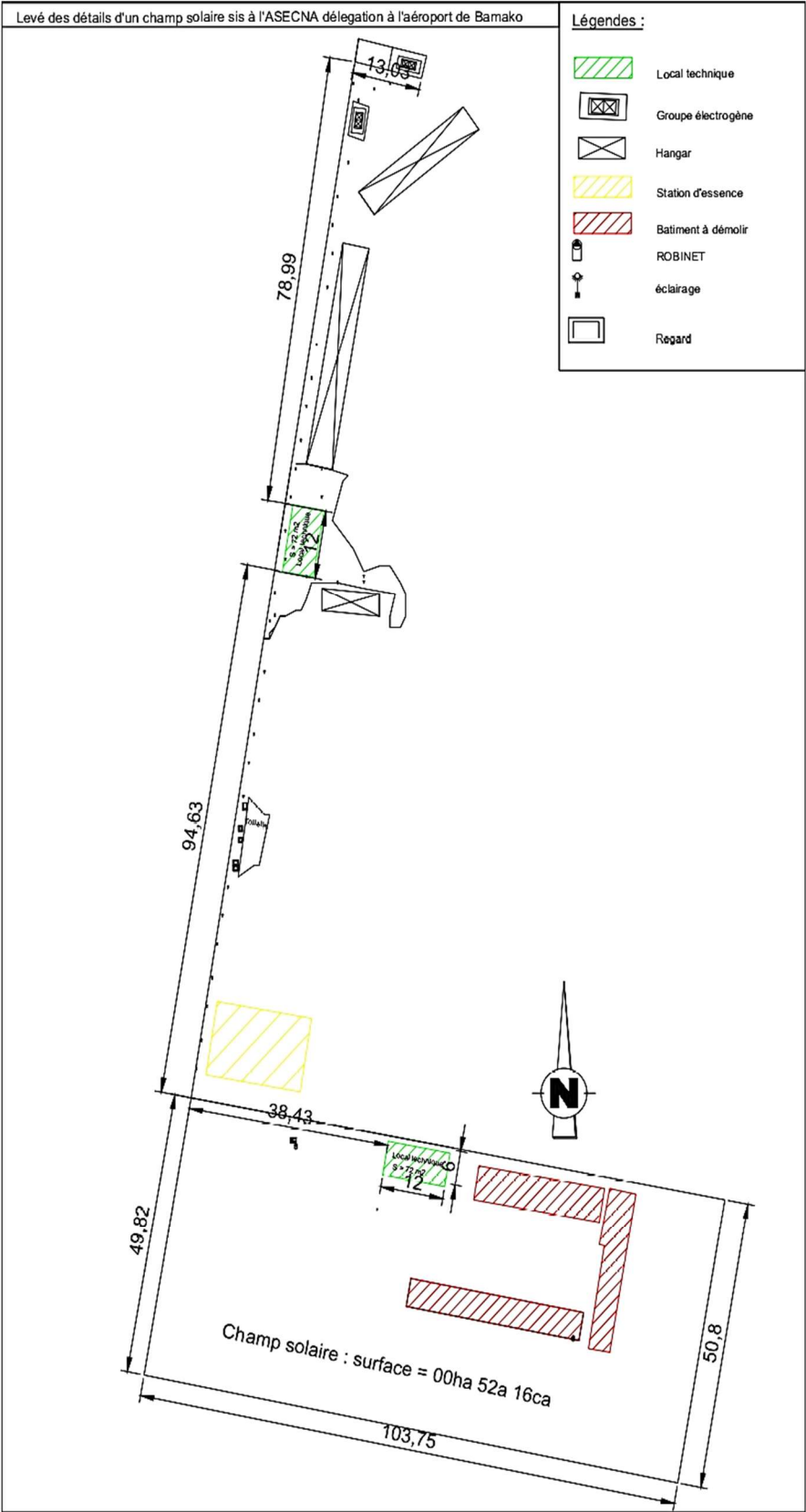
Livraison Site DPU INCOTERMS 2020 CCI.

## F. AUTRES LIVRABLES

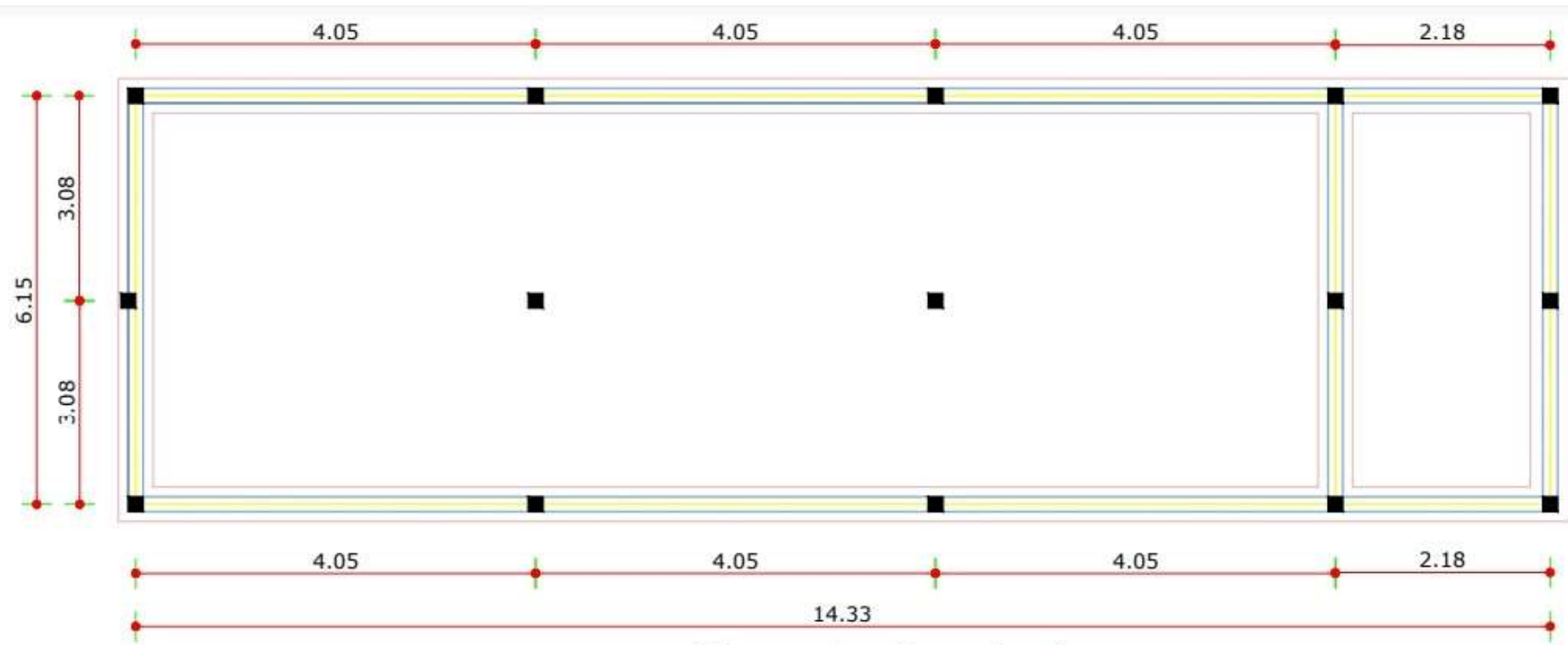
<b>Nom exigence</b>	<b>Libellé</b>	<b>Priorité</b>
<b>EX-LI-1</b>	Le prestataire doit fournir à l'ASECNA un guide de mise en route et de dépannage en français, et éventuellement les codes d'accès nécessaires à la maintenance de premier niveau	<b>Obligatoire</b>
<b>EX-LI-2</b>	Le prestataire fournira à l'ASECNA les contacts et adresses de supports techniques.	<b>Obligatoire</b>
<b>EX-LI-3</b>	Le prestataire fournira à l'ASECNA les contacts et adresses de son service après-vente. Il décrira le service après-vente proposé	<b>Obligatoire</b>



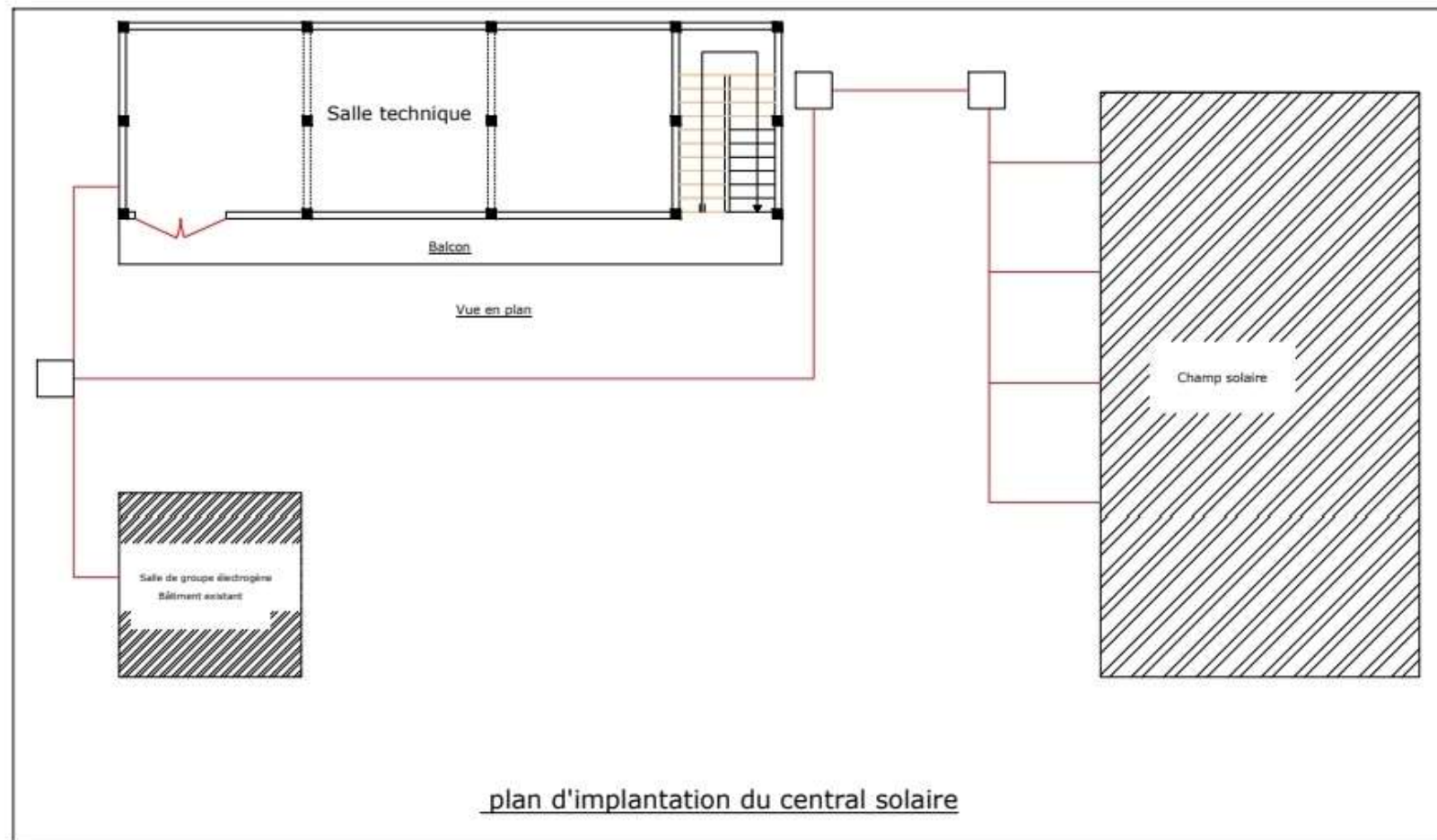
G. PLANS

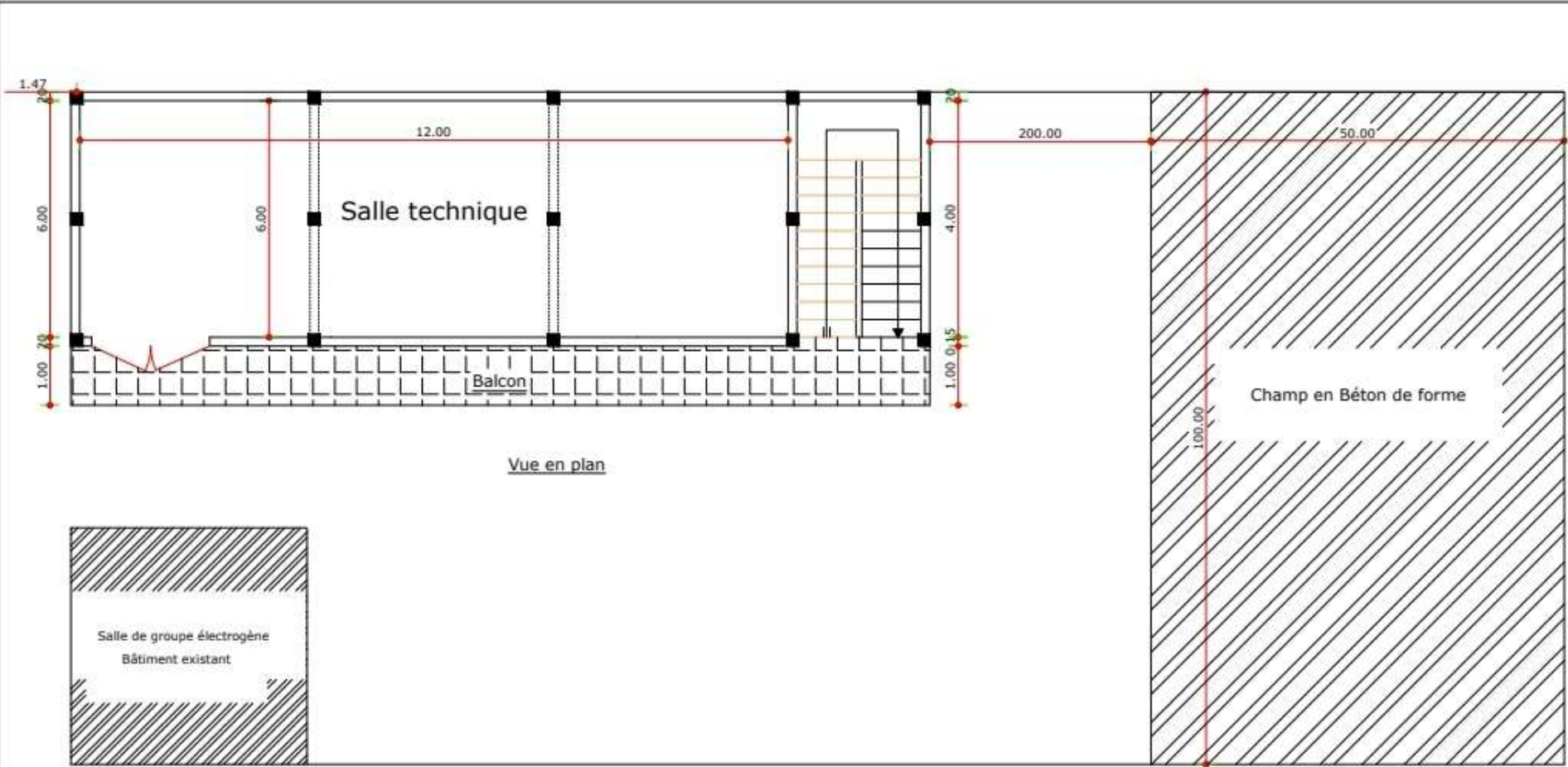


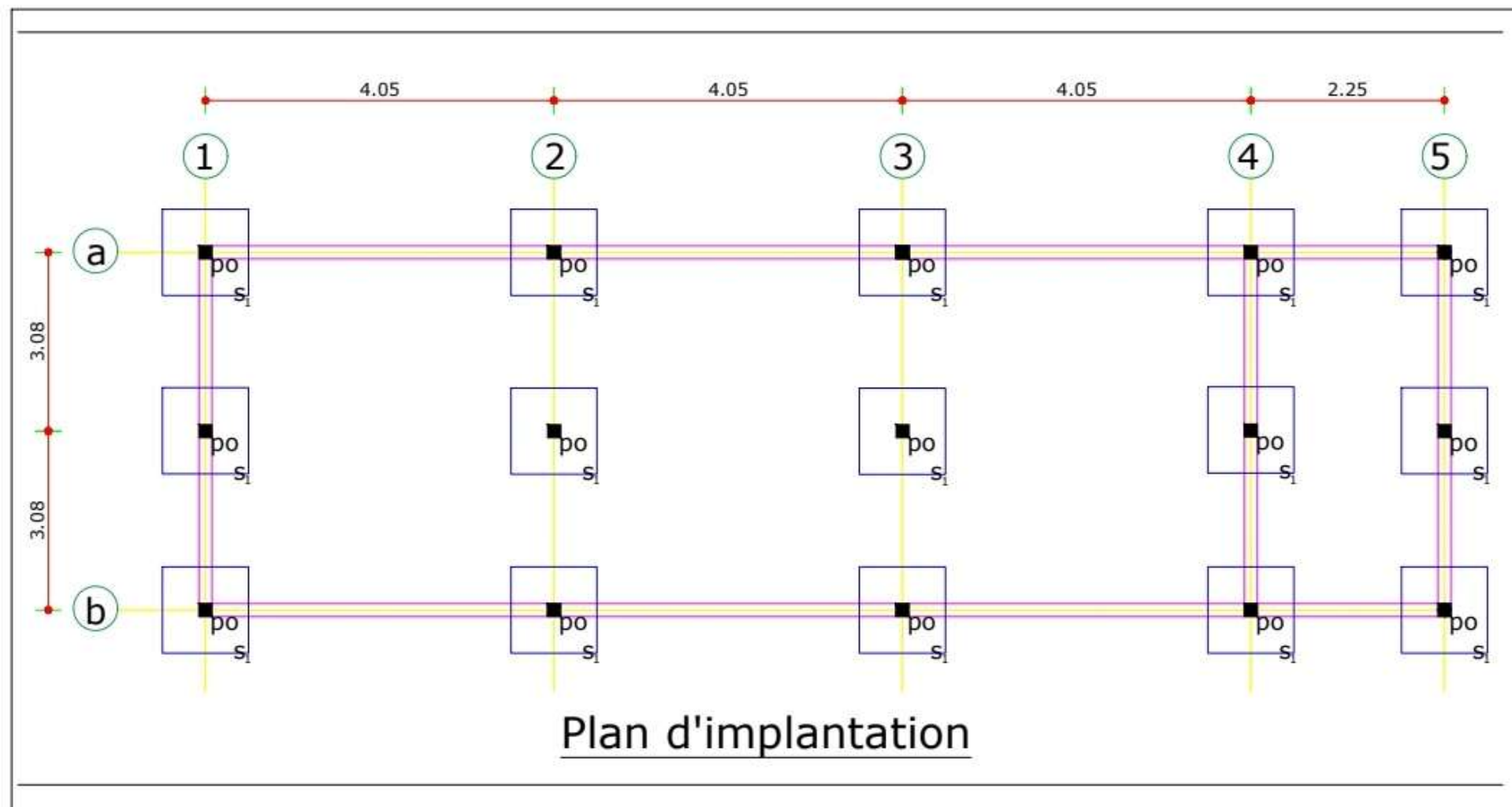


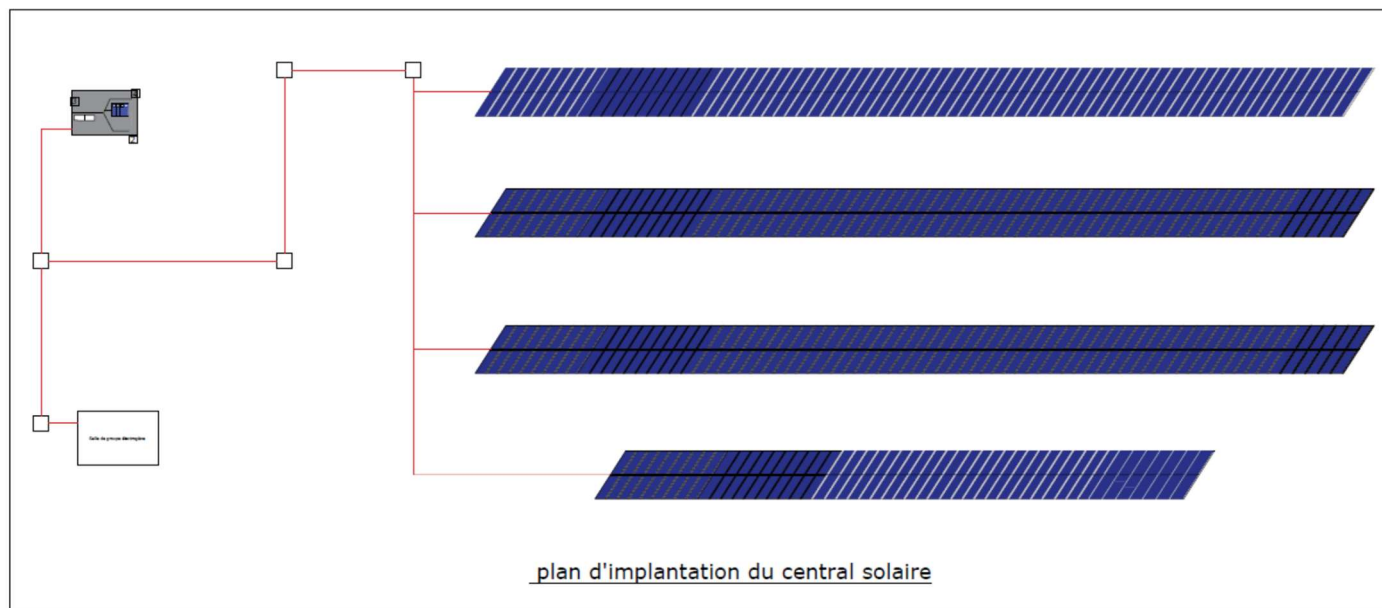


Plan de Fondation









## **Section VI**

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES**

## Section VI : Cahier des Clauses Administratives Générales



### **CAHIER DES CLAUSES ET CONDITIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES APPLICABLES AUX MARCHÉS D'ÉQUIPEMENTS (CCAG-E)**

## **PARTIE III : MARCHE**



## **Section VII**

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

## **Section VII : Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**AGENCE POUR LA SECURITE DE LA NAVIGATION AERIENNE EN AFRIQUE  
ET A MADAGASCAR (A S E C N A)**

-----  
**DELEGATION DE L'ASECNA AU MALI**  
-----

**IMPUTATION :**

Exercice budgétaire

Projet n° \_\_\_\_\_ NPE (si nécessaire): \_\_\_\_\_ ou Compte budgétaire (CB): \_\_\_\_\_

Source (s) de financement: \_\_\_\_\_ Centre de synthèse (CS): \_\_\_\_\_

**MARCHE N° \_\_\_\_\_ /ASECNA/2026**

***Marché passé par \_\_\_\_\_, conformément à l'Article N° \_\_\_\_\_ de la Règlementation des  
Marchés de Toute Nature (RMTN) passés au nom de l'ASECNA***

***(Indiquer le titre du projet)***

- **MONTANT DU MARCHE** :
- **TITULAIRE DU MARCHE** :
- **DELAI D'EXECUTION** :
- **DATE D'APPROBATION** :
- **DATE DE NOTIFICATION** :
- **DATE PREVISIONNEL D'ACHEVEMENT** :

# Tables de Matières

<b>CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>101</b>
Article 1. Objet du marché.....	101
Article 2. Notification (CCAG-Article 3.1).....	101
Article 3. Représentant de l'ASECNA (CCAG Article 3.3) .....	101
Article 4. Représentant du titulaire (CCAG Article 3.4) .....	101
Article 5. Sous-traitance (CCAG-Article 3/6) .....	102
Article 6. Documents contractuels (CCAG-Article 4).....	102
Article 7. Garanties de bonne exécution (CCAG Article 5.2) .....	102
Article 8. Retenue de garantie (CCAG Article 5.3).....	103
Article 9. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail (CCAG-Article 7) .....	103
Article 10. Assurances (CCAG Article 10) .....	103
<b>CHAPITRE II - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>103</b>
Article 11. Montant du marché (CCAG Article 11) .....	103
Article 12. Impôts, droits et taxes (CCAG Article 11) .....	104
Article 13. Révision des prix (CCAG Article 11).....	104
Article 14. Avance de démarrage (CCAG Article 12.1).....	104
Article 15. Modalités de règlements (CCAG Article 12) .....	104
Article 16. Délai de paiement (CCAG-Article non prévu) .....	104
Article 17. Intérêt moratoires (CCAG-Article non prévu).....	104
<b>CHAPITRE III - DELAIS.....</b>	<b>105</b>
Article 18. Délai d'exécution (CCAG Article 14) .....	105
Article 19. Pénalités (CCAG Article 15) .....	105
<b>CHAPITRE IV : EXECUTION.....</b>	<b>106</b>
Article 20. Installation –calendrier d'exécution (CCAG- Articles 25) .....	106
Article 21. Livraison (CCAG-Article 27) .....	106
Article 22. Services connexes (CCAG-Article 27).....	106
<b>CHAPITRE V : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS GARANTIE</b>	<b>107</b>
Article 23. Réception provisoire (CCAG Articles 29, 30 et 31).....	107
Article 24. Délai de garantie .....	107
<b>CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHE –REGLEMENT DES DIFFERENDS.....</b>	<b>108</b>
Article 25. Résiliation du marché (CCAG-Articles 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 et 40).....	108
Article 26. Règlement des différends (CCAG Article 47).....	108
<b>CHAPITRE VII -REGLEMENTATION ET DROIT APPLICABLES.....</b>	<b>109</b>
Article 27. Réglementation applicable.....	109
Article 28. Droit applicable.....	109
Article 29. Prise d'effet du marché .....	109
Article 30. Dérogation aux articles du CCAG (CCAG Article 48) .....	109

## MARCHÉ D'EQUIPEMENTS

### ENTRE

#### D'UNE PART,

**L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA)**, ayant son siège social à Dakar (Sénégal), **32 – 38, Avenue Jean Jaurès BP 3144**, représentée par son **Directeur Général, Monsieur .....**, et désignée ci-après par le vocable "Maître d'Ouvrage" ou « ASECNA »

### ET

#### D'AUTRE PART,

La Société (*indiquez l'adresse complète*) représentée au présent marché par (*indiquez la qualité et le nom de la personne habilité à signer le marché*), ayant tous pouvoirs aux fins des présentes, désigné dans ce qui suit indistinctement sous les vocables **“le Fournisseur “ ou “le Titulaire“**

**LES PARTIES ONT CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIIT :**

## CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

### Article 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet (*décrire brièvement les prestations*) et tels que précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et Devis Descriptifs.

### Article 2. Notification (CCAG-Article 3.1)

Le titulaire devra, dans un délai de quinze (15) jours suivant l'ordre de service de notification du marché, et pendant toute la durée des prestations, faire éléction de domicile à proximité du chantier, et en indiquer l'adresse au Maître d'œuvre ou à son représentant par courrier recommandé avec accusé de réception.

Toutes correspondances, documents, notamment les commandes et ordres de service, lui seront notifiés à cette adresse. Si le Titulaire ou son représentant décidait de changer de domicile (tout en demeurant à proximité du chantier), il en aviserait le Maître d'œuvre au moins huit (8) jours à l'avance. A défaut de domicile, les notifications au Titulaire seront valablement faites par courrier, remise en main propres, téléfax à l'adresse de son siège social de la Société ou par courrier électronique.

### Article 3. Représentant de l'ASECNA (CCAG Article 3.3)

**Le Responsable du Marché** est le Délégué du Directeur Général de l'ASECNA au Mali,

**Le Maître d'œuvre:** est (*indiquer le Consultant ou la structure interne chargée par l'ASECNA pour assurer le suivi des prestations*)

### Article 4. Représentant du titulaire (CCAG Article 3.4)

Le Titulaire ou **Fournisseur** désigne (*indiquer le signataire du présent marché ou son représentant dûment accrédité*).

#### **Article 5. Sous-traitance (CCAG-Article 3/6)**

*(Retenir l'une des deux options suivantes)*

Le Titulaire est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son Marché. Toutefois il doit obtenir l'accord préalable de l'ASECNA. Les parties à sous-traiter ne peuvent dépasser *(indiquer le pourcentage qui peut être sous-traité sans pourtant dépasser trente pour cent (30%) du montant des prestations objet du marché)* du montant de son marché.

**Ou**

Le Titulaire ne peut sous-traiter aucune partie de son Marché.

#### **Article 6. Documents contractuels (CCAG-Article 4)**

L'ensemble des documents énumérés ci-dessous, dont le Titulaire assure avoir pris connaissance, constitue le contrat définissant les conditions du marché:

- a) l'Acte d'engagement;
- b) le présent Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes;
- c) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes (figures, description des équipements, schémas d'installation, plans,);
- d) le bordereau des prix unitaires ;
- e) le détail quantitatif estimatif ;
- f) la décomposition des prix forfaitaires et les sous-détails de prix unitaires ;
- g) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés d'Equipements (CCAG-E) ;
- h) l'offre et ses annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci- dessus.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces portant le même rang ou entre les dispositions d'une même pièce, les dispositions les plus avantageuses pour l'ASECNA, l'emportent.

#### **Article 7. Garanties de bonne exécution (CCAG Article 5.2)**

Le Titulaire s'engage à fournir une garantie de bonne exécution. Elle sera de cinq pour cent (5%) du montant initial du marché augmenté ou diminué, le cas échéant, de ses avenants. Elle sera une garantie à première demande émise par un établissement bancaire agréé dans le pays où les prestations seront exécutés et acceptable par l'ASECNA ou par un établissement bancaire établi dans un autre pays et représenté par une institution financière située dans le pays où les prestations seront exécutés et acceptable par l'ASECNA.

L'absence de garantie de bonne exécution, ou s'il y a lieu de son augmentation ou de sa reconstitution, fait obstacle au paiement des sommes dues au Titulaire, y compris celui de l'avance forfaitaire de démarrage.

En cas de prélèvement sur la garantie d'exécution, pour quelque motif que ce soit, le Titulaire doit aussitôt la reconstituer.

La garantie de bonne exécution doit demeurer valable jusqu'à la réception provisoire des travaux, matérialisée par un PV de réception;

#### **Article 8. Retenue de garantie (CCAG Article 5.3)**

Une retenue de garantie égale à cinq pour cent (5%) du montant du marché est opérée sur chaque paiement de travaux. La retenue de garanties peut être remplacée par une garantie à première demande.

La restitution de la retenue de garantie ou la main levée de la garantie à première demande interviendra après la réception définitive.

#### **Article 9. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail (CCAG-Article 7)**

Le Titulaire s'engage, pour l'emploi de la main-d'œuvre, à se conformer aux lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

#### **Article 10. Assurances (CCAG Article 10)**

Nonobstant les obligations d'assurances imposées ci-après, Le Titulaire est et demeure le seul responsable et garantit l'ASECNA contre toute réclamation émanant de tiers, pour la réparation de préjudices de toute nature, ou de lésions corporelles survenues à raison de la réalisation du présent Marché par le Titulaire.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution le Titulaire justifiera, au moyen d'une attestation, qu'il dispose des assurances suivantes:

- Assurance de "responsabilité civile aux tiers" ;
- assurance "tous risques de chantier";
- Assurance "accident du travail"
- Assurance "responsabilité civile automobile" ;

L'attestation indiquera l'étendue de la responsabilité garantie et l'ASECNA peut, si elle juge la couverture insuffisante, demander l'augmentation de la couverture de la responsabilité garantie.

### **CHAPITRE II - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

#### **Article 11. Montant du marché (CCAG Article 11)**

Le Montant du Marché résultant du Détail quantitatif et estimatif et calculé dans les conditions prévues à l'Article 11.1 du CCAG-E est un montant estimé égal à :

*(Insérer la somme) en franc CFA hors taxes et hors douanes ( les sources et références de financement du marché)*

*(Mettre ici le ou les monnaies de paiements convenu à l'issue de la mise du marché).*

## **Article 12. Impôts, droits et taxes (CCAG Article 11)**

Les prix du présent Marché sont hors droits de douane et hors taxes de toute nature.

## **Article 13. Révision des prix (CCAG Article 11)**

Les prix sont fermes et les dispositions de l'Article 11.2 du CCAG ne sont pas applicables.

## **Article 14. Avance de démarrage (CCAG Article 12.1)**

Une avance de démarrage égale à **30%** du montant du marché peut être versée au Fournisseur sur sa demande expresse au moment de l'ordre de service de notification du marché et contre la production par celui-ci d'une garantie à première demande suivant le modèle établi par l'ASECNA et couvrant le montant total de l'avance.

Le remboursement de l'avance de démarrage commence à partir du premier décompte et doit être terminé quand le montant des prestations atteints 80%. Ce remboursement se fera au prorata des situations présentées.

La garantie afférent à l'avance de démarrage sera libérée au fur et à mesure de son remboursement sur demande du Fournisseur ou au remboursement total.

## **Article 15. Modalités de règlements (CCAG Article 12)**

Le Titulaire du marché remet au Maître d'œuvre un décompte, une facture ou un mémoire précisant et justifiant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché.

Les paiements au Titulaire du Marché seront effectués aux comptes bancaires suivants :

- a)** pour la part en monnaie locale : *(Indiquer le compte bancaire dans le pays concerné par les prestations)*
- b)** pour la part en monnaies étrangères: *(Indiquer le(s) compte(s) bancaire(s) pour les règlements en monnaie étrangère s'il y a lieu.)*

## **Article 16. Délai de paiement (CCAG-Article non prévu)**

Le délai de paiement ne peut excéder quatre vingt dix (90) jours à compter de l'apposition du Service Fait par l'ASECNA sur la facture du décompte mensuel du Fournisseur ou du Procès Verbal de réception.

## **Article 17. Intérêt moratoires (CCAG-Article non prévu)**

En cas de retard dans les délais de paiement exigibles, les intérêts moratoires sont calculés en appliquant au montant dû au titulaire, un taux de 0,001% par jour de retard. Si ces retards résultent d'une cause pour laquelle l'ASECNA est habilitée, au titre du Marché, à suspendre les paiements, les intérêts moratoires ne sont pas dus.



### **CHAPITRE III - DELAIS**

#### **Article 18. Délai d'exécution (CCAG Article 14)**

Le délai contractuel des prestations est de \_\_\_\_\_ (*à compléter par le soumissionnaire*) et cours à partir de la date de notification du Marché (*ou du bon de commande*).

#### **Article 19. Pénalités (CCAG Article 15)**

La pénalité journalière pour retard dans l'exécution est fixée à : 1/2000<sup>ème</sup> du montant hors taxes de l'ensemble du marché,

Le montant maximum des pénalités est de 15% du montant du marché éventuellement modifié par des avenants. Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'ASECNA est en droit de résilier le marché, sans mise en demeure préalable, aux torts de l'Entrepreneur.

## **CHAPITRE IV : EXECUTION**

### **Article 20. Installation –calendrier d'exécution (CCAG- Articles 25)**

Le Titulaire du Marché devra proposer à l'ASECNA, au plus tard 15 jours à compter de la date de signature du marché, la liste du matériel et leur délai de mobilisation, le planning d'exécution des prestations, le planning de livraison des équipements, les plans et les programmes d'exécution de l'installation et le cas échéant un projet d'installation de chantier.

### **Article 21. Livraison (CCAG-Article 27)**

Tout équipement ou fourniture importé, le Titulaire expédiera les documents ci-après à l'ASECNA:

- copies des factures du Titulaire, décrivant les fournitures, leurs quantités, leur prix unitaire et le montant total;
- copies des listes de colisage identifiant les contenus de chaque colis ;
- certificat de garantie du Fabricant ou du Concessionnaire agréé ou du distributeur agréé ;
- certificat d'origine.

### **Article 22. Services connexes (CCAG-Article 27)**

Les services connexes à fournir sont ci-dessous:

- la garantie de dépannage pendant la période de garantie de deux (02) ans ;
- la formation sur site des techniciens sur les équipements ;
- la garantie de disponibilité des pièces de rechanges pendant au moins quinze (15) ans après la période de garantie ;
- la documentation technique.

## **CHAPITRE V : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS GARANTIE**

### **Article 23. Réception provisoire (CCAG Articles 29, 30 et 31)**

Le Titulaire du Marché avise l'ASECNA du terme prévisionnel des travaux, par écrit remis contre décharge au maître d'œuvre au moins 15 jours calendaires avant la date de fin des travaux. L'ASECNA convoque alors le Titulaire aux opérations de réception qui devront avoir lieu dans les meilleurs délais.

Il peut être prononcé des réceptions partielles, dans ce cas, un procès-verbal de réception partielle sera établi par le maître d'œuvre et le représentant de l'ASECNA à la fin des prestations.

### **Article 24. Délai de garantie**

Le délai de garantie est fixé à vingt-quatre (24) mois.

## **CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHE –REGLEMENT DES DIFFERENDS**

### **Article 25. Résiliation du marché (CCAG-Articles 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 et 40)**

Le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du Marché avant l'achèvement de ceux-ci, par une décision de résiliation du Marché qui en fixe la date d'effet.

Le règlement du Marché est fait alors selon les modalités prévues aux Articles 37, 38, 39 et 40 du CCAG.

### **Article 26. Règlement des différends (CCAG Article 47)**

La personne responsable du marché et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation et/ ou à l'exécution du présent marché.

Si un différend survient entre le titulaire et le maître d'œuvre, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, ou entre le titulaire et le représentant de l'ASECNA, l'Entrepreneur remet au représentant de l'ASECNA, contre décharge, aux fins de transmission au Directeur Général, un mémoire en réclamation comportant les motifs et le montant des réclamations. A peine de forclusion, une copie du mémoire est transmise au Directeur Général de l'ASECNA dans un délai de trente (30) jours à compter de la naissance du litige.

En l'absence de réponse satisfaisante reçue dans un délai de deux (02) mois à partir de la date de réception du mémoire de l'Entrepreneur, celui-ci pourrait engager une procédure de règlement à l'amiable.

En cas d'échec de la tentative de règlement à l'amiable, dans un délai de trois (03) mois à compter de la date de réception du mémoire, l'Entrepreneur pourra user des autres voies de recours prévues par la réglementation en vigueur notamment l'article **86/3** de la Réglementation des Marchés de Toute Nature (RMTN) passée au nom de l'ASECNA adopté par la résolution N° 2013 CA 124-11 du 4 juillet 2013 et conformément aux procédures fixées à l'article 47 du CCAG-E.

## **CHAPITRE VII -REGLEMENTATION ET DROIT APPLICABLES**

### **Article 27. Règlementation applicable**

Le présent marché est régi par les dispositions de la Règlementation des Marchés de Toute Nature (RMTN) passés au nom de l'ASECNA adopté par la résolution N° 2013 CA 124-11 du 4 juillet 2013 et leurs textes subséquents notamment par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés d'Équipements.

### **Article 28. Droit applicable**

Sous réserve des dispositions de la RMTN visée à l'article 31 ci-dessus, la loi applicable au présent marché est celle du pays d'exécution des prestations.

### **Article 29. Prise d'effet du marché**

Le présent marché prend effet à la date de sa signature. Le début des travaux est fixé à la date de notification du marché au titulaire, servant de point de départ du délai d'exécution.

### **Article 30. Dérogation aux articles du CCAG (CCAG Article 48)**

"Sans objet"

**Lu et accepté,**

**Conclu par,**

**Le Fournisseur**

**Le Contrôleur Financier**

**, le**

**, le**

**Approuvé par**

**La Directeur Général**

**, le**

**Section VIII :**

**FORMULAIRES DE MARCHES**

<b>Section VIII : Formulaires de marchés</b>
--

## **Liste des Formulaires**

<b>ACTE D'ENGAGEMENT .....</b>	<b>113</b>
<b>GARANTIE DE BONNE EXECUTION .....</b>	<b>114</b>
<b>MODELE DE GARANTIE DE COUVERTURE D'AVANCE DE DEMARRAGE .....</b>	<b>115</b>

### **Notes relatives aux Modèles de formulaires du Marché**

**L'Acte d'engagement**, qui est complété au moment de l'attribution du Marché, doit inclure toutes les corrections ou les modifications apportées à l'offre retenue résultant des corrections des erreurs, de l'actualisation du prix en application, le cas échéant, des du fait de la durée de l'évaluation des offres, du choix d'une offre alternative, de l'acceptation de variations jugées acceptables, ou tout autre modification mutuellement acceptable et permise par le Dossier d'Appel d'Offres, tel qu'un changement dans le personnel de cadre, de sous-traitant, du programme d'exécution des travaux, etc.

Les **modèles de garantie de bonne exécution** et de **garantie bancaire de restitution d'avance** ne doivent pas être remplis au moment de la préparation des offres. Seul le Soumissionnaire retenu sera invité à fournir la garantie de bonne exécution et la garantie bancaire de restitution d'avances en conformité avec l'un des modèles présentés dans cette section.



## ACTE D'ENGAGEMENT

A : (nom de l'Autorité contractante)

Je soussigné(e) ... (nom et titre du titulaire du marché), Agissant au nom et pour le compte de ... (nom Fournisseur)

Inscrit au Registre du Commerce sous le n° .....

Numéro d'immatriculation à: .....

Faisant éléction de domicile à : .....

Après avoir examiné toutes les clauses du Marché, et apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature des prestations de ..... (objet du marché),

me soumetts et m'engage à exécuter le marché conformément à ses clauses pour la somme (ferme ou/ révisable) (supprimer la mention inutile) de ..... (en lettres et en chiffres) de F CFA Hors taxes et Hors Douanes ( HTT).

Je m'engage à commencer et terminer les prestations énumérés dans le marché dans un délai de ..... [jours ou mois] (supprimer la mention inutile) à compter de la date de réception de la notification [de l'approbation du Marché / ou de l'ordre de service de commencer les prestations] (supprimer la mention inutile).

Je m'engage en outre, pendant un délai de garantie d'un an à lever et à procéder aux réparations des malfaçons éventuelles.

Je garantis l'ASECNA contre toute poursuite éventuelle pouvant résulter de l'application de procédés couverts par des brevets d'invention.

Les sommes qui me seront dues pour l'exécution du présent marché feront l'objet de virements au compte bancaire n°..... ouvert au nom de ..... à la Banque ..... selon les modalités suivantes : ..... (écrire les modalités de paiement prévues dans le marché)

Fait à ....., le .....

SIGNATURE ET CACHET DU TITULAIRE

## ENTETE DE LA BANQUE

### GARANTIE DE BONNE EXECUTION

Date : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No *[insérer No]*  
*[insérer le nom de la banque et adresse de la banque d'émission]*

Bénéficiaire : *(nom de l'autorité contractante)*

Garantie de bonne exécution no. : *[insérer No]*

Nous avons été informés que *[insérer le nom du Fournisseur]* (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous le Marché no. *[insérer No]* en date du *[insérer la date]* pour la réalisation des *(mentionner l'objet du marché (ci-après dénommée « le Marché »))*.

De plus, nous comprenons qu'une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Fournisseur, nous *[insérer le nom de la banque]* nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de *[insérer la somme en chiffres et en lettres]*.

Ces sommes seront versées dans les types et proportions de monnaies dans lesquelles le Prix du Marché est à payer.

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie est valable jusqu'à la réception provisoire des prestations, qui sera matérialisé par un procès verbal de réception.

*[Insérer le nom et la fonction de la personne habilitée à signer la garantie au nom de la banque]*  
*[Insérer la signature]*

## ENTETE DE LA BANQUE

### MODELE DE GARANTIE DE COUVERTURE D'AVANCE DE DEMARRAGE

Attendu que [*nom du mandataire*], représentant [*nom du Fournisseur*] et désigné dans ce qui suit comme « Fournisseur », s'est engagé à exécuter les prestations de ..... (*mentionner l'objet du marché*), objet du marché n° ..... (*mentionner le n° du marché*);

Attendu qu'il est stipulé dans ce marché que le Fournisseur bénéficie d'une avance de démarrage de [*montant de l'avance de démarrage*] correspondant à \_\_\_\_% du montant du marché ;

Attendu de ce qui est rappelé ci-dessus, que nous avons convenu de garantir le remboursement de l'avance de démarrage consentie au Fournisseur;

Nous affirmons par la présente nous porter de façon inconditionnelle et irrévocable obligataire principal et pas seulement en tant que garant, à l'égard de [*nom de l'autorité contractante*], d'une somme de [*montant de la caution*] égale à 100% du montant de l'avance de démarrage consentie.

En conséquence, nous nous engageons à payer, dès votre première demande, sans droit d'objection de notre part, toutes les sommes dues dans la limite de [*montant de la caution*] précédemment stipulé.

La présente caution entre en vigueur à la date de sa signature.

La présente caution fera l'objet d'une main levée partielle et reste valable jusqu'au paiement total des montants garantis.

Signature et Cachet de la Banque

Date :

Adresse :

## **ANNEXE**

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES**